

ÉNERGIE, AGRICULTURE ET COMMERCE

Vers l'intensification de la coopération algéro-libanaise

La visite officielle du président libanais Joseph Aoun, les 29 et 30 juillet 2025, marque un tournant décisif dans les relations entre l'Algérie et le Liban. Reçu par le président Abdelmadjid Tebboune, le chef de l'État libanais a exprimé sa volonté d'ouvrir une nouvelle ère de coopération multiforme, plaçant au cœur des priorités les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et du commerce. P 3



AVEC UNE PRODUCTION DE 170 000 TONNES

L'Algérie, premier producteur arabe de poires

Dans l'univers agricole maghrébin et arabe, souvent dominé par des cultures emblématiques comme l'olive, la datté ou l'agrumes, la poire, un fruit discret, vient bouleverser les classements. Ce produit, souvent relégué au second plan, propulse aujourd'hui l'Algérie au rang de premier producteur de poires dans le monde arabe, selon un rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

P 2

LE TOURISME FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Algérie affine sa politique

Face au changement climatique, l'Algérie affine sa politique en mettant l'accent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts du changement climatique. Cela se traduit par la poursuite de la mise en œuvre du Plan National Climat (PNC) 2020-2030, l'élaboration d'une loi-cadre sur le changement climatique, et le renforcement de la coopération internationale.

P 5

PÉTROLE

Les prix sont restés stables

Les cours du pétrole se stabilisent mercredi, conservant en grande partie la hausse du début de semaine déclenchée par les menaces de sanctions répétées de Donald Trump contre Moscou qui font craindre une réduction des exportations russes d'or noir.

P 16

POUR GARANTIR L'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ
Zitouni appelle à renforcer les mécanismes de distribution P 2

METEO
Persistance de la vague de chaleur sur des wilayas du Sud et de hautes vagues sur des wilayas côtières P 2

CCR
Un chiffre d'affaires en hausse à plus 50 mds de DA en 2024 P 3

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune décore le Président Libanais de l'ordre du mérite national

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a conféré au Président libanais, Joseph Aoun, l'Ordre du Mérite National, au rang de « Athir » (le plus élevé), lors d'une cérémonie officielle. Cette distinction symbolise la profondeur des relations fraternelles et la compréhension mutuelle qui unissent l'Algérie et le Liban, des liens historiques et indéfectibles. Le Président libanais, Joseph Aoun, est arrivé à Alger mardi soir pour une visite officielle. Il a été accueilli à l'aéroport international Houari Boumédiène par le Président Tebboune. Une cérémonie d'accueil officielle a eu lieu au siège de la Présidence de la République. Le Président Tebboune a eu des entretiens en tête-à-tête avec son homologue libanais au Palais présidentiel. Ces discussions ont ensuite été élargies aux délégations des deux pays, permettant d'aborder un large éventail de sujets d'intérêt commun.

TAUX DE CHANGE OFFICIEL

L'Euro en légère baisse

Les cotations commerciales de la Banque d'Algérie, pour aujourd'hui, indiquent que l'euro enregistre une légère baisse mais se maintient à des niveaux supérieurs et vaut 150.47 dinars algériens à l'achat et un taux de vente de 150.52 dinars algériens. Au Square Port Saïd d'Alger, la monnaie européenne enregistre une baisse. Les cambistes la proposent à 254 dinars algériens à l'achat et à 256 dinars à la vente. Le taux de change du dollar américain, en relative hausse, se situe à 130.24 dinars algériens à l'achat et un taux de vente de 130.26 dinars algériens. Au marché parallèle, le dollar américain est en baisse et s'établit à un taux de 218 dinars algériens à l'achat et 220 dinars à la vente, affichant une relative stabilité. Quant à la Livre sterling, elle s'échange respectivement contre 173.99 et 174.08 dinars. Au Square, la monnaie britannique est également en baisse et affiche un taux d'achat de 292 dinars à l'achat et un taux de vente à 294 dinars algériens.

POUR GARANTIR L'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ

Zitouni appelle à renforcer les mécanismes de distribution

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni, a appelé à renforcer les mécanismes de distribution et à assurer la disponibilité des produits de large consommation, afin de garantir l'approvisionnement du marché national, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Par S R.

Présidant une réunion, au siège du ministère, consacrée à l'évaluation des mesures prises pour garantir l'approvisionnement du marché, notamment dans les wilayas du Sud, M. Zitouni a souligné "la nécessité de renforcer les mécanismes de distribution et d'assurer la disponibilité des produits essentiels, en multipliant les points de vente de proximité pour atteindre un équilibre régional

dans la distribution", a précisé la même source. Mettant en avant l'importance des marchés de gros dans le dispositif d'approvisionnement, le ministre a appelé à une mobilisation permanente des services de contrôle, notamment durant les périodes de forte demande, afin de veiller au respect des prix et des conditions de stockage et de commercialisation. Il a, par là même, insisté sur la nécessité de prendre les mesures à même de garantir la

disponibilité des produits, de protéger les consommateurs et de préserver leur pouvoir d'achat. Au terme de la réunion, le ministre a rappelé "l'importance des interventions proactives sur le terrain et de la coordination entre les services du ministère et les différents intervenants au niveau des wilayas, selon une vision globale priorisant l'efficacité de l'approvisionnement et la régulation du marché, en vue de garantir une stabilité durable du marché"

METEO

Persistance de la vague de chaleur sur des wilayas du Sud et de hautes vagues sur des wilayas côtières

La vague de chaleur et les orages qui touchent plusieurs wilayas du sud du pays persisteront jusqu'à jeudi, alors que des villes côtières enregistreront de hautes vagues, a indiqué mercredi l'Office national de Météorologie dans un

Bulletin météorologique spécial (BMS). Selon le BMS, des températures caniculaires continueront de toucher les wilayas d'Adrar, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf, alors que des vents forts, avec orages, souffleront sur les wilayas de Tipaza, Chlef,

Mostaganem, Alger, Oran, Bejaïa et Jijel. Le BMS alerte également sur les hautes vagues sur plusieurs villes côtières, notamment Arzew et Ténès, Azeffoun, Béni Saf, Dellys, El Kala, Annaba, Skikda, Ghazaouet et Bouharoun. Pour la journée de

jeudi, la vague de chaleur persistera dans les wilayas de Tindouf, Adrar, Bordj Badji Mokhtar et In Salah, alors que des orages sont prévus sur les wilayas d'In Guezzam, Tébessa, Khenchela, Batna, M'Sila, Djelfa, Tamanrasset et Laghouat.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 225 blessés ces dernières 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 225 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique mercredi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 2 morts, suite au renversement d'un véhicule dans la daïra de Ain Azal, précise la même source. Le dispositif de la Protection civile pour la sur-

veillance des plages autorisées à la baignade a effectué 788 interventions pour le sauvetage de 593 personnes d'une mort certaine, alors que 175 autres ont été prises en charge sur les lieux et 20 évacuées vers les structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant toutefois un cas de noyade (un enfant de 12 ans) à la plage Sablette (autorisée à la baignade) dans la wilaya d'Alger. Les équipes de plongeurs de la Protection civile sont également intervenues pour repêcher

deux corps sans vie (17 et 13 ans), noyés dans une retenue collinaire dans la wilaya de Médéa. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger, Tizi-Ouzou et Tébessa, alors que le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a procédé à l'extinction de 29 incendies dans plusieurs wilayas.

ORAN

890 poches de sang collectées en juin et juillet

Le centre de collecte de sang de l'établissement hospitalier « 1er novembre 54 » d'Oran a réussi à collecter 890 poches de sang de tous les groupes sanguins au cours des mois de juin et juillet dans le cadre des campagnes de don que le centre organise régulièrement. Cette dernière collecte de sang intervient en saison estivale et vise à soutenir la banque de sang qui connaît généralement une baisse du nombre de donateurs et une augmentation de la demande en raison des accidents de la route et des différents incidents qui se multiplient pendant l'été avec l'afflux important de citoyens de dif-

férentes wilayas du pays à Oran. Le centre du sang, rattaché à l'établissement hospitalier universitaire « 1er novembre 54 », sous la supervision du professeur Mohamed Chekkal, a lancé une série de campagnes de sensibilisation et de volontariat pour le don du sang, touchant différents secteurs, institutions et espaces publics, pendant la période allant du 1er juin au 25 juillet. Du 1er au 25 juillet, 10 campagnes ont été organisées, notamment à l'entreprise Sonatrach et dans plusieurs mosquées, en coordination avec la Direction des affaires religieuses et des affaires du culte

de la wilaya d'Oran, et ont permis de collecter 326 poches de sang. Ajoutées à 565 poches de sang collectées entre le 26 juin et 7 juillet. La direction de l'hôpital a confirmé que cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le centre pour garantir l'abondance du sang et répondre aux besoins des patients, en particulier pendant la saison estivale. Elle vise également à ancrer la culture du don volontaire régulier chez les citoyens, en impliquant des secteurs vitaux et en utilisant les espaces religieux et publics pour sensibiliser la population.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

ÉNERGIE, AGRICULTURE ET COMMERCE

Vers l'intensification de la coopération algéro-libanaise

La visite officielle du président libanais Joseph Aoun, les 29 et 30 juillet 2025, marque un tournant décisif dans les relations entre l'Algérie et le Liban. Reçu par le président Abdelmadjid Tebboune, le chef de l'État libanais a exprimé sa volonté d'ouvrir une nouvelle ère de coopération multiforme, plaçant au cœur des priorités les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et du commerce.



Par Mourad A

Dans un contexte régional marqué par les tensions et les crises successives qui frappent le Liban, notamment dans sa partie sud dévastée par les agressions de l'entité sioniste, l'Algérie a réaffirmé son attachement indéfectible à la solidarité arabe. Elle s'est ainsi engagée à apporter une aide financière substantielle à la reconstruction des infrastructures libanaises, à la remise en état des structures gouvernementales et au soutien des populations sinistrées. Le volet énergétique s'est imposé comme axe stratégique majeur. Face à la grave crise énergétique que traverse le Liban, Alger avait décidé de livrer en urgence du carburant via Sonatrach, réactivant ainsi un partenariat suspendu depuis 2020. Cette relance du contrat énergétique bilatéral, amorcée en 2024, vise à sécuriser l'approvisionnement du Liban et à accompagner son redressement

structurel. L'Algérie entend par ailleurs inscrire cette coopération dans la durée, avec une volonté commune d'élargir les échanges techniques et industriels dans ce domaine vital. Outre l'énergie, les deux pays souhaitent renforcer leurs échanges dans l'agriculture, un secteur porteur à fort potentiel d'intégration. Le président Aoun a mis en avant l'importance d'un partenariat dans les filières agroalimentaires et de transformation, soulignant que l'expertise algérienne et la complémentarité des ressources pourraient ouvrir la voie à des projets conjoints ambitieux. Le commerce bilatéral, lui aussi, est appelé à connaître un essor significatif. La relance de la commission intergouvernementale mixte et la création d'un Conseil d'affaires conjoint visent à stimuler les flux d'échanges, à lever les barrières administratives et à encourager l'investissement mutuel. L'objectif affiché est clair : créer un climat

d'affaires propice, notamment dans les secteurs de l'agro-industrie, des services et de la technologie. Les propos du président Aoun ont fortement insisté sur les liens historiques qui unissent les deux peuples et sur le rôle fondamental joué par l'Algérie dans les différentes étapes du processus de paix au Liban, notamment par sa participation au Haut comité arabe ayant conduit à l'accord de Taëf. Il a également salué le soutien constant de l'Algérie dans les instances internationales, y compris au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette visite est venue confirmer une volonté partagée de renforcer l'intégration économique arabe. À travers un message clair de fraternité et d'unité, Alger et Beyrouth aspirent à construire un partenariat durable, capable de répondre aux défis actuels, mais aussi de défendre les causes arabes, à commencer par la Palestine.

CCR

Un chiffre d'affaires en hausse à plus 50 mds de DA en 2024

La Compagnie centrale de réassurance (CCR) a enregistré un chiffre d'affaires en progression à un peu plus de 50 milliards de DA en 2024, contre 46,5 mds DA en 2023, relève le bilan annuel de la compagnie publique. Durant cet exercice, la CCR a connu également une hausse significative de son résultat net à 7,63 mds DA contre 6,27 mds DA enregistrés durant l'année 2023, note le document. Principale compagnie de réassurance nationale (assureur des compagnies d'assurance), la CCR intervient en Algérie dans diverses branches à l'image des risques de l'engineering et la construction, incendie et risques annexes, et les catastrophes naturelles (Cat/Nat). A l'international, cette compagnie, qui a un capital social de 30 mds DA, opère essentiellement dans les branches incendie, énergie, engineering et assurances maritimes. En 2024, près de la moitié (48%) des opérations internationales de la CCR s'étaient concentrées en Asie et en Amérique latine, 31% au Moyen-Orient, 11% en Europe et 10% en Afrique, selon les résultats de la compagnie. L'agence de notation internationale AM Best avait confirmé au cours du même exercice la notation de solidité financière B+ (bonne) de la CCR assortie d'une perspective stable.

AVEC UNE PRODUCTION DE 170 000 TONNES

L'Algérie, premier producteur arabe de poires

Par M. A

Dans l'univers agricole maghrébin et arabe, souvent dominé par des cultures emblématiques comme l'olive, la datte ou l'agrumes, la poire, un fruit discret, vient bouleverser les classements. Ce produit, souvent relégué au second plan, propulse aujourd'hui l'Algérie au rang de premier producteur de poires dans le monde arabe, selon un rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Avec une production estimée à 170 000 tonnes métriques en une seule année, l'Algérie surclasse largement ses concurrents régionaux. L'Égypte, deuxième du classement, affiche une

production de 82 000 tonnes, suivie du Maroc avec 35 000 tonnes et du Liban qui en produit 32 700 tonnes. Cet écart significatif illustre la dynamique silencieuse mais efficace du secteur arboricole algérien, en particulier dans la filière poire. Loin de la médiatisation des cultures plus emblématiques, la poire a su trouver ses marques dans les vergers algériens, portée par des conditions climatiques favorables, un savoir-faire agricole local et une extension progressive des superficies cultivées. Pourtant, malgré cette avance régionale, la production reste presque exclusivement destinée au marché intérieur, sans débouché à l'international. La FAO note l'absence quasi totale d'exportations, alors même que cette per-

formance pourrait offrir des perspectives économiques nouvelles pour l'Algérie. Les poires sont principalement consommées localement ou transformées industriellement, sans atteindre les marchés extérieurs. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : un manque d'infrastructures adaptées au transport de fruits frais, une filière peu structurée pour l'export et une priorité donnée à la couverture de la demande nationale. Si cette orientation garantit une autosuffisance sur le produit, elle limite fortement les marges de valorisation économique. À l'échelle mondiale, l'Algérie reste encore loin des grands producteurs. La Chine domine largement le marché avec près de 20 millions de tonnes, sui-

vie par l'Union européenne (1,87 million de tonnes), l'Argentine (655 000 tonnes), la Turquie (620 000 tonnes) et le Chili (207 000 tonnes). Avec ses 170 000 tonnes, l'Algérie ne figure pas dans le top 5, mais sa progression est réelle et laisse entrevoir un potentiel de développement considérable, notamment à travers des investissements dans la transformation agroalimentaire et l'ouverture à l'exportation. Alors que les autorités algériennes multiplient les appels à la diversification de l'économie agricole, le cas de la poire constitue un exemple concret de réussite sectorielle encore sous-exploitée. Il ne tient qu'aux décideurs et aux opérateurs de transformer cette avance quantitative en succès économique durable.

TAMANRASSET

Entame imminente des procédures liées à l’ouverture des services de l’hôpital de 240 lits

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a annoncé, mardi à Tamanrasset, l’entame, dans les prochains jours, des procédures liées à l’ouverture de certains services du nouvel hôpital "240 lits" de Tamanrasset. En visite dans la wilaya, accompagné du secrétaire général du ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Mahmoud Djamaa, le ministre de la Santé a amorcé sa tournée par le service de réanimation de l’ancien hôpital de Tamanrasset, qui a connu un incendie lundi dans la soirée, où il a mis l’accent sur la nécessité "d’ouvrir au plus tôt le nouvel hôpital de 240 lits qui disposera de meilleurs moyens et assurera ainsi de meilleures prestations". Le ministre s’est également enquis de l’état des malades transférés vers l’hôpital Mère-Enfant, au nombre de vingt-et-un (21), assurant qu’ils sont entre de "bonne mains". Il a souligné, dans le même contexte, que toutes les dispositions seront prises, notamment en matière de prise en charge médicale, appelant les responsables locaux à "redoubler d’efforts en vue de l’ouverture dans les meilleurs délais du nouvel hôpital". Et d’ajouter que de nouvelles spécialités médicales, à l’instar de la prise en charge des maladies respiratoires et des brûlures, seront ouvertes à Tamanrasset, en plus d’autres spécialités sollicitées dans la région. Pour conclure, le ministre de la Santé a affirmé que des efforts sont déployés pour faire de Tamanrasset "un pôle médical d’excellence", à la faveur des projets en cours de réalisation où ceux déjà réceptionnés, avec aussi "l’objectif de créer un centre hospitalo-universitaire dans la région, grâce aux efforts consentis par l’Etat dans ce domaine".

CNRC

Prorogation exceptionnelle du délai de dépôt des comptes sociaux des sociétés commerciales jusqu’à fin octobre prochain

Le Centre national du registre de commerce (CNRC), a annoncé, mardi dans un communiqué, une prorogation exceptionnelle du délai de dépôt des comptes sociaux au titre de l’exercice 2024, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale, et ce jusqu’au 31 octobre 2025. Le CNRC a expliqué que cette décision concerne les responsables des sociétés

commerciales dotées de la personnalité morale n’ayant pas encore déposé leurs comptes sociaux, soulignant la nécessité de se conformer à cette procédure dans les délais fixés. Le Centre a également affirmé que ses services restaient à la disposition des opérateurs économiques pour leur fournir toute information complémentaire à ce sujet.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	426,00	NC	0,00	0,44	1,02	8,22	7,04	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 440,00	1430,00	-0,69	-0,56	0,93	9,20	5,44	6343	9 070 490,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	1,21	5,59	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,51	0,59	10,89	5,48	2133	4 869 639,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,33	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,46	2,03	-	0	0,00

EMPLOI

Intégration d’environ 300 femmes dans le domaine de l’industrie

Le ministre de l’Industrie, Sifi Ghrieb, a affirmé mardi dans la wilaya de Tlemcen, que le programme d’autonomisation économique des femmes au foyer permettra l’intégration d’environ 300 femmes dans le domaine de l’industrie. Lors de la cérémonie de concrétisation de la convention de coopération entre les ministères de l’Industrie et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, en présence de la ministre Soraya Mouloudji, M. Ghrieb a souligné que cet événement constitue une nouvelle étape dans la coopération fructueuse entre les deux départements ministériels. Il marque le lancement effectif de la première phase de mise en œuvre de cette convention de partenariat à travers six wilayas-pilotes, dans les filières de l’agroalimentaire, du textile et du cuir, permettant l’intégration de près de 300 femmes au foyer dans le tissu productif national, a-t-il indiqué. "Ce projet va au-delà d’une simple insertion professionnelle. Il s’agit de la concrétisation d’une vision de développement global adoptée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à autonomiser les femmes, renforcer leurs

capacités productives et à les intégrer de manière durable et organisée dans le circuit économique national", a déclaré le ministre. M. Ghrieb a précisé que ces deux filières ont été choisies en raison de "leur capacité à absorber la main-d’œuvre, leur lien avec les métiers traditionnels et les savoir-faire domestiques maîtrisés par les femmes, ce qui facilite la formation, l’insertion et la création de véritables opportunités pour transformer ces potentialités en projets productifs et générateurs de revenus". "Nous accordons une grande importance à ce modèle expérimental et nous veillons à réunir toutes les conditions de sa réussite, en accompagnant les bénéficiaires par la formation, l’encadrement, l’appui technique et logistique, tout en assurant la commercialisation de leurs produits via des mécanismes innovants qui renforceront leur positionnement sur le marché local et encourageront la création d’un tissu industriel artisanal basé sur la qualité et la spécialisation", a-t-il ajouté. Selon le ministre, cette initiative revêt deux dimensions principales: économique, en renforçant les chaînes de production industrielle par une main-d’œuvre qualifiée et motivée et l’autre

sociale, en permettant aux femmes au foyer de jouer un rôle actif dans la construction d’une économie locale solide. Le ministère de l’Industrie "ambitionne d’élargir ultérieurement ce programme-pilote à d’autres wilayas et secteurs industriels, contribuant ainsi à l’ancrage d’une culture de production domestique structurée et au développement de l’économie sociale et solidaire, comme pilier du développement national", a déclaré M. Ghrieb. Par ailleurs, lors du deuxième jour de leur visite à Tlemcen, le ministre de l’Industrie et la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, ont donné le coup d’envoi d’une caravane médicale et de solidarité au profit des zones reculées, visité un camp d’été pour enfants atteints d’autisme à la piscine olympique Ahmed El-Ghazi de Mansourah. Ils ont également inauguré la zone industrielle d’Ouled-Bendamou à Maghnia, visité une unité privée de production textile et procédé à la remise d’équipements à des bénéficiaires du programme destiné aux femmes au foyer, au cours d’une cérémonie organisée à la Maison de jeunes de la même commune.

TLEMCCEN

Les ministres de l’Industrie et de la Solidarité nationale inaugurent la zone industrielle d’Ouled Bendamou à Maghnia

Le ministre de l’Industrie, Sifi Ghrieb, et la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, ont procédé, mardi, à l’inauguration de la zone industrielle d’Ouled Bendamou dans la commune de Maghnia, wilaya de Tlemcen. Cette zone industrielle, raccordée à l’ensemble des réseaux, s’étend sur une superficie totale de 103 hectares. Elle comprend 78 lots de terrain, dont 74 destinés à l’investissement et quatre réservés aux équipements d’accompagnement. Vingt lots ont déjà été attribués dans cette zone pour la réalisation de 12 projets d’investissement, dont quatre sont en cours de concrétisation dans les secteurs de l’agroalimentaire, et de la sidérur-

gie, entre autres, selon les explications fournies. Par ailleurs, dans le cadre de leur deuxième jour de visite dans la wilaya de Tlemcen, les deux ministres ont donné le coup d’envoi d’une caravane médicale et de solidarité depuis le siège de la wilaya en direction des zones reculées. Ils ont également visité un camp d’été dédié aux enfants atteints d’autisme à la piscine olympique "Ahmed El Ghazi" dans la commune de Mansourah. A Maghnia, ils ont visité une unité industrielle privée de textile et remis du matériel à des femmes

bénéficiaires du programme de soutien aux femmes au foyer, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération entre les deux ministères. Les deux ministres ont aussi inspecté une unité de transformation du papier dans la zone industrielle de la commune de Chetouane, et inauguré une unité spécialisée dans la production d’extraits de caroube destinés à des usages alimentaires et industriels, dans le cadre de l’investissement privé, dans la commune de Remchi.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 30 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juillet 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg		دج / كلف	
		معدل	اعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا
	Tomate	85	102	68	الطماطم
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف
	Ail sec	461	534	387	الثوم الجاف
	Carotte	97	109	85	الجزر
	Navet	150	163	137	لفت
	Poivron	105	119	90	الفلفل الاخضر
	Piment	123	139	107	الفلفل الحار
	Courgette	109	123	94	الكوسة
	Haricot vert	237	264	211	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	111	126	96	الخس
Fruits frais	Pomme locale	382	462	302	التفاح المحلي
	Datte	586	711	461	التمر
	Banane	432	446	415	الموز
	Melon	98	114	83	البطيخ الاصفر
	Pastèque	72	85	60	البطيخ الاحمر
	Raisin	253	307	198	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1775	1904	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	353	366	339	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

LE TOURISME FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Algérie affine sa politique

Face au changement climatique, l'Algérie affine sa politique en mettant l'accent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts du changement climatique. Cela se traduit par la poursuite de la mise en œuvre du Plan National Climat (PNC) 2020-2030, l'élaboration d'une loi-cadre sur le changement climatique, et le renforcement de la coopération internationale. En résumé, l'Algérie renforce son action climatique en 2025 en affinant sa politique, en mettant en œuvre le PNC, en adoptant une loi-cadre, et en consolidant sa coopération avec la communauté internationale pour faire face aux défis du changement climatique.

Par Réda Hadi

En ce sens, Nadi Moufida, de l'université de Relizane, explique que les phénomènes climatiques extrêmes tels que les inondations, les vagues de chaleur et les tempêtes menaceront l'activité touristique, avec des niveaux variables. Le tourisme mondial, souligne-t-elle, participe dans l'empreinte carbone à environ 8 % des gaz émis et le secteur des transports se taille la part belle de ce total.

La poursuite de la croissance de la demande touristique doublera les émissions de ce secteur, à moins que des mesures durables soient adoptées.

Quant à l'Algérie, l'universitaire précise que notre pays a ratifié les principales conventions internationales relatives au changement climatique et a renforcé ses initiatives nationales pour y faire.

L'Algérie a également adopté le plan directeur de développement touristique, qui faisait partie du plan national d'aménagement du territoire.

Les changements climatiques, indique l'universitaire, affectent clairement le tourisme et les sites touristiques en Algérie, à travers des phénomènes tels que l'élévation du niveau de la mer, la désertification et la baisse des rendements agricoles.

Face à cette situation, elle a relevé la nécessité d'établir des cellules sectorielles pour la gestion des déchets industriels dans chaque secteur vital, tel que le tourisme, l'agriculture et l'industrie, afin de garantir l'intégration des efforts et adaptation des politiques sectorielles aux défis climatiques croissants.

Il s'agit aussi de renforcer le tourisme lo-



cal face au changement climatique, et travailler à limiter l'impact des phénomènes climatiques et exploiter les opportunités offertes par l'augmentation des températures grâce à l'investissement dans les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, et travailler à son développement en tant que source d'exportation majeure vers les marchés européens à l'avenir.

Les phénomènes climatiques extrêmes tels que les inondations, les vagues de chaleur et les tempêtes menaceront l'activité touristique, avec des niveaux variables, affirme telle

Le tourisme mondial, souligne-t-elle, participe dans l'empreinte carbone à environ 8 % des gaz émis et le secteur des

transports se taille la part belle de ce total. La poursuite de la croissance de la demande touristique doublera les émissions de ce secteur, à moins que des mesures durables soient adoptées.

Quant à l'Algérie, l'universitaire précise que notre pays a ratifié les principales conventions internationales relatives au changement climatique et a renforcé ses initiatives nationales pour y faire face. L'Algérie a également adopté le plan directeur de développement touristique, qui faisait partie du plan national d'aménagement du territoire.

Les changements climatiques, indique l'universitaire, affectent clairement le tourisme et les sites touristiques en Algérie, à travers des phénomènes tels que

l'élévation du niveau de la mer, la désertification et la baisse des rendements agricoles.

Face à cette situation, elle a relevé la nécessité d'établir des cellules sectorielles pour la gestion des déchets industriels dans chaque secteur vital, tel que le tourisme, l'agriculture et l'industrie, afin de garantir l'intégration des efforts et adaptation des politiques sectorielles aux défis climatiques croissants.

Il s'agit aussi de renforcer le tourisme local face au changement climatique, et travailler à limiter l'impact des phénomènes climatiques et exploiter les opportunités offertes par l'augmentation des températures grâce à l'investissement dans les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, et travailler à son développement en tant que source d'exportation majeure vers les marchés européens à l'avenir.

CULTURE

Ballalou appelle les opérateurs privés à investir dans les multiplexes cinématographiques

Par R. E.

Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a appelé mercredi à Alger, les opérateurs privés à investir dans les multiplexes cinématographiques et à exploiter les salles de projection publiques pour développer l'industrie cinématographique. S'exprimant lors de sa visite au multiplexe privé TMV à Cinéma-TMC du centre commercial "Garden City" à Chéraga (Alger), le ministre a rappelé que l'Etat "encourage l'investissement privé dans le cinéma, notamment la production, les salles de projection et l'écriture du scénario".

Après avoir suivi un exposé sur les différentes étapes de la réalisation du multiplexe Cinéma-TMV (mis en exploitation en 2023), présenté par son directeur, Riad Ait Aoudia, le ministre a souligné que ce projet "prometteur" est un

investissement "réussi, lucratif et socialement bénéfique".

Réitérant le soutien du ministère de la Culture et d'autres ministères concernés à l'investissement privé dans le secteur du cinéma, M. Ballalou a souligné que "le gouvernement a mis en place un cadre réglementaire et canevas pour relancer le cinéma et créer ainsi une dynamique impliquant les investisseurs et les professionnels".

L'objectif, a-t-il dit, est d'atteindre "150 multiplexes cinématographiques d'ici 2030, pour réduire le déficit en salles, tout en encourageant la production cinématographique nationale à travers des expériences très importantes".

Le ministre a également relevé l'intérêt d'investir dans les salles de cinéma publiques relevant du ministère de la Culture, appelant ainsi les investisseurs privés à exploiter ces salles de cinéma.

Le ministre a appelé, à ce titre, à la créa-

tion de ciné-clubs pour accompagner la dynamique dans le secteur de l'industrie cinématographique que connaît l'Algérie.

Pour sa part, le directeur général-adjoint de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), Mehdi Delmi, a présenté un exposé sur la stratégie intégrée pour le cinéma algérien.

Dans son exposé, en présence des professionnels du cinéma, il a plaidé pour la création "d'un réseau solide de salles et d'un marché structuré de la production nationale", pour une rentabilité des œuvres, et l'émergence d'une industrie cinématographique durable.

Avec une superficie totale de 990 m2 et 4 salles d'une capacité totale de 380 places, le multiplexe Cinéma-TMV, est un projet qui a coûté 350 millions de dinars, selon M. Ait Aoudia.

Le président libanais visite Djamaâ El-Djazaïr



Le président de la République libanaise, pays frère, M. Joseph Aoun, s'est rendu, mercredi, à Djamaâ El-Djazaïr, dans le cadre de sa visite officielle en Algérie.

Le président libanais, qui était accompagné du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a été accueilli par le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmour Al Kacimi Al Hoceini. A cette occasion, il a écouté un exposé détaillé sur ce pôle du juste milieu en Algérie.

NAÂMA

Réception prévue de 14 établissements scolaires à la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Naâma sera renforcé, par la réception de 14 nouveaux établissements, à la prochaine rentrée scolaire 2025-2026, a indiqué mardi le wali, Lounes Bouzegza. Ces nouvelles infrastructures scolaires, inspectées mardi par le même responsable, comprennent neuf groupes scolaires du cycle primaire, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) ainsi qu'un lycée d'une capacité de 800 places pédagogiques. Le wali a insisté sur l'accélération du rythme des travaux et leur achèvement avant fin août prochain afin de permettre à ces établissements, répartis à travers différentes communes de la wilaya, d'accueillir les élèves dès la rentrée scolaire. Le renforcement du secteur de l'éducation par ces nouvelles structures contribuera à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et à accompagner l'expansion urbaine que connaissent les villes de la wilaya, a-t-il souligné. Par ailleurs, il est également prévu, au début de la prochaine année scolaire, la réception des travaux de réhabilitation et de revêtement en gazon synthétique des cours de sept établissements des cycles moyen et secondaire, ainsi que la mise en service de deux cantines scolaires et de salles d'extension, a indiqué la direction de l'éducation de la wilaya de Naâma.

MOSTAGANEM

Réception prévue de 16 nouvelles structures éducatives

La wilaya de Mostaganem prévoit la réception de 16 nouvelles structures éducatives à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire 2025-2026, a indiqué mardi la wilaya.

Ces structures comprennent, selon la même source, sept (7) groupements scolaires pour le cycle primaire, huit (8) établissements d'enseignement moyen (CEM) pour le cycle moyen et un lycée, ainsi que cinq (5) demi-pensionnats et deux (2) unités de dépistage et de suivi sanitaire (UDS). Parallèlement à ces nouvelles infrastructures éducatives, le secteur prévoit également, dans le cadre de la même rentrée, 103 salles d'extension et 18 cantines scolaires, a-t-on ajouté. Pour la prochaine année scolaire, 276 478 élèves rejoindront les bancs de l'école dans la wilaya de Mostaganem, répartis sur 677 établissements publics et deux établisse-

ments privés, a-t-on précisé de même source. La rentrée verra aussi le nombre d'"écoles numériques", passer à 277, après la proposition de généraliser les tablettes numériques dans le cadre du programme "Ecole numérique" à 229 nouvelles écoles primaires. Par ailleurs, 38 classes intégrées seront ouvertes dans le cycle primaire avec une capacité d'accueil de 312 élèves enfants, afin d'accompagner les élèves à besoins spécifiques dans leur processus d'inclusion scolaire. Concernant les opérations de solidarité, les services de la wilaya ont indiqué que les autorités locales ont alloué un montant de 10 millions DA pour l'acquisition de 2 800 cartables dotés de l'ensemble

des fournitures et de tabliers, destinés aux élèves issus de familles démunies. Dans le même cadre, 105 529 dossiers ont été déposés pour bénéficier de l'allocation scolaire, dotée cette année d'une enveloppe financière estimée à 527 millions DA. Les autorités locales ont insisté sur la nécessité d'équiper tous les établissements scolaires en chauffage central et d'assurer la restauration scolaire, dès le premier jour de la rentrée. En parallèle, 91 points de vente de manuels scolaires seront ouverts à travers les différentes communes pour faciliter leur acquisition, a-t-on souligné.

CENTRES DE STOCKAGE DE CÉRÉALES À TRÉAT (ANNABA)

Les travaux de construction progressent

Le secrétaire général de la wilaya a effectué une visite d'inspection sur le chantier de construction de deux centres régionaux de stockage de céréales dans la commune de Tréat, relevant de la daïra de Berahal. Cette visite de terrain, menée en compagnie de la directrice des Equipements publics, avait pour objectif d'évaluer l'état d'avancement des travaux de ce projet stratégique destiné à ren-

forcer la sécurité alimentaire de la région. Les deux centres en construction disposent d'une capacité de stockage considérable, estimée à 50.000 quintaux chacun pour les céréales stratégiques. Cette infrastructure permettra à la wilaya de stocker au total 100.000 quintaux de céréales, constituant ainsi un maillon essentiel dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire de la région. Selon les responsa-

bles présents lors de cette inspection, les travaux connaissent un progrès notable et respectent le calendrier établi. L'achèvement des travaux restants et la réception de ces projets stratégiques sont prévus dans les délais impartis. Une fois opérationnels, ces centres de stockage renforceront significativement les capacités de la wilaya en matière de stockage des céréales. Cette amélioration des infrastructures

de stockage s'inscrit dans une démarche plus large visant à contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire au niveau régional et national. Ce projet illustre la politique des pouvoirs publics en matière de développement des infrastructures agricoles et de renforcement de l'autonomie alimentaire du pays, particulièrement dans le secteur céréalier qui constitue un pilier de la sécurité alimentaire nationale.

IN-SALAH

Campagne de volontariat pour le curage des foggaras encore en activité à In-Ghar

Une campagne d'entretien et de curage des foggaras de la daïra d'In-Ghar, wilaya d'In-Salah, est menée, depuis le début du mois de juillet en cours, par de jeunes volontaires et des associations concernées par la préservation de ce patrimoine, a-t-on appris auprès de la subdivision des services agricoles de la daïra. Initiée en réponse aux doléances des propriétaires de ce legs ancestral, ayant constaté une baisse sensible du débit d'eau des foggaras, cette campagne, à laquelle se sont impliqués de nombreux bénévoles, notam-

ment des jeunes, a donné lieu au nettoyage à ce jour de quarante (40) puits traditionnels alimentant les foggaras. Une opération qui a permis aux foggaras de retrouver leur débit d'eau habituel, au grand bonheur de la population locale et des agriculteurs, a affirmé un membre associatif et président du groupe de jeunes bénévoles, Ahmed Aybek Agh-Sahli. Il a, néanmoins, estimé qu'en dépit de ces efforts colossaux visant à sauver ce patrimoine, les foggaras d'In-Ghar demeurent en quête d'interventions « urgentes et périodiques

» d'entretien, au regard d'aléas naturels et humains menaçant ce patrimoine, dont l'accumulation de terre dans les conduits souterrains et l'effondrement partiel de parois de certaines foggaras, obstruant l'écoulement des eaux à l'intérieur. Pour pallier à cette situation et redonner vie aux foggaras, il est recouru à la formation de jeunes volontaires, ayant montré des capacités à contribuer à la préservation de ce legs « menacé », a souligné M.Aybek, chef du groupe de jeunes participants à cette campagne.

ORAN

Plus de 15 mille nouvelles places pédagogiques en prévision de la prochaine rentrée de la formation professionnelle

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya d'Oran ouvrira 15 700 nouvelles places pédagogiques au titre de la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre 2025), a-t-on appris mardi auprès de cette structure. Ces places sont réparties entre deux modes de formation diplômante, comprenant l'apprentissage, la formation en présentiel, à distance, les formations-passerelles, en milieu pénitentiaire et dans les établissements privés agréés, ainsi que la formation qualifiante, destinée aux personnes ayant un niveau d'instruction limité,

aux nouveaux alphabétisés, aux femmes au foyer et autres, a fait savoir la chargée de communication, Nacera Mansouri, en marge du lancement d'une caravane d'information et de sensibilisation sur la formation professionnelle dans certaines plages de la wilaya. La majorité des nouvelles places pédagogiques pour cette session a été consacrée à la formation en apprentissage, afin de fournir la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux entreprises économiques, conformément aux besoins du marché de l'emploi, a ajouté Mme Mansouri. La même source a, dans ce contexte,

souligné que le tissu économique et des services de la wilaya est en mesure d'absorber un grand nombre de stagiaires, compte tenu des opportunités d'insertion qu'offre ce mode de formation. Par ailleurs, trois nouvelles spécialités ont également été introduites pour la session d'octobre 2025 : technicien en mécanique des sols, conception habilement, et contrôle de la qualité des produits désinfectants et des produits cosmétiques. Dans le but d'informer les jeunes sur les opportunités offertes par le secteur, une caravane d'information et de sensibilisation a été lancée mardi de-

puis l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Chahid Lakhdari Hasni, qui devra sillonner pendant trois jours les plages des Andalouses, Aïn-Franine et Cap Blanc, a-t-on signalé. Les jeunes auront l'occasion, à travers cette caravane, de découvrir les spécialités disponibles, les niveaux scolaires requis pour y accéder, ainsi que les facilités accordées pour la création de micro-entreprises et de start-up, et les différents avantages dont bénéficient les porteurs de projets, allant de la formation à l'accompagnement jusqu'à la concrétisation de leurs idées.

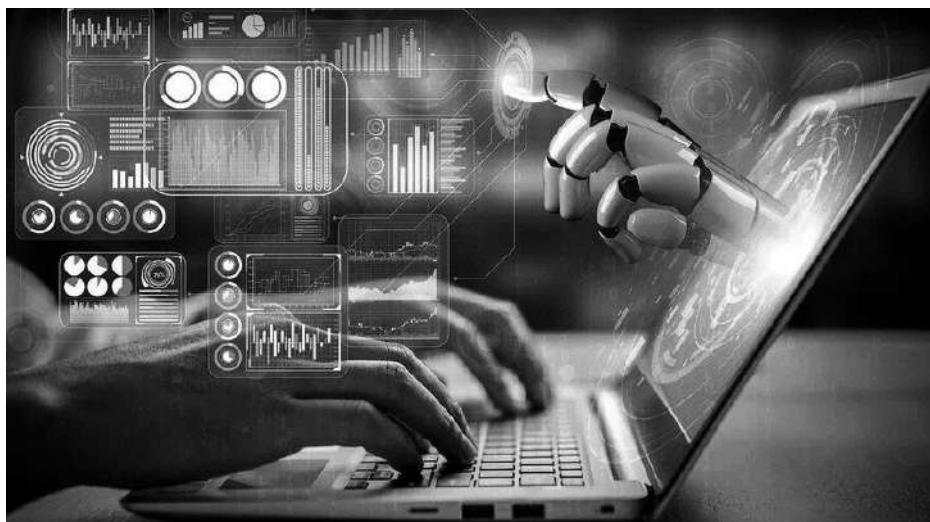
Intelligence artificielle et «révolution économique»

Partant du constat que la première moitié des deux révolutions industrielles passées n'a eu que peu d'impact sur les progrès de la productivité du travail, avant la survenue d'une forte accélération de celle-ci au cours de la deuxième moitié, Christian Saint-Étienne pense que nous sommes à la veille de cette deuxième phase de la révolution industrielle en cours, dans son dernier livre « Trump et nous, comment sauver la France et l'Europe ». Pour lui, la France et l'Europe sont actuellement démunies pour anticiper la conjoncture économique mondiale qui devrait donner lieu à de nouvelles décennies glorieuses, sous réserve de l'absence d'une troisième guerre mondiale.

L'économiste considère en effet qu'on ne peut pas prétendre gouverner une nation ou un ensemble d'États sans comprendre le tropisme séculaire ci-dessus et, surtout, sans analyser les accélérations techniques actuellement à l'œuvre. La première d'entre elles est née de la révolution iconomique intervenue au cours des années 1990 sous l'effet de la mise en réseau de centaines de millions de micro-ordinateurs par Internet. La deuxième est apparue vers 2007 avec la commercialisation du premier smartphone, l'iPhone d'Apple, capable de mettre un ordinateur dans un téléphone et de rendre son usage facile grâce à un écran tactile. La troisième accélération est en cours depuis 2015, avec la montée en puissance simultanée de l'intelligence artificielle et de la 5G appelées à se déployer massivement d'ici à 2027. Cette troisième accélération est déjà bousculée par la quatrième en cours de déploiement.

Cette dernière nous promet déjà la création d'un double médical virtuel de l'homme, progressivement abordable pour tous, permettant de simuler les interventions sur le corps humain, ainsi que la numérisation de l'espace par des constellations de satellites qui accéléreront la virtualisation de la planète. Les doubles virtuels des usines permettent de tester de nouvelles configurations des usines réelles, de qualifier de nouveaux équipements et de simuler les interactions entre tous les équipements, d'analyser les effets de pannes potentielles, ce qui accélère la transformation du système productif. La conception à grande échelle de doubles virtuels de villes entières permettant d'optimiser les réseaux de transport, d'anticiper l'impact des travaux, d'imaginer de nouveaux quartiers et leur interaction avec le reste de la ville, etc... est déjà une réalité.

Les agents IA vont accélérer les effets de transformation de la troisième révolution industrielle. En fonctionnant avec l'intelligence artificielle générative, ils deviennent des assistants numériques capables d'automatiser certaines tâches répétitives et/ou associées à de nombreux emplois. Ils vont amener d'importants progrès de productivité allant beaucoup plus loin que les assistants conversationnels tels que ChatGPT, Copilot ou autre Mistral, en constituant la deuxième étape de l'IA générative ; de sorte qu'on ne devrait bientôt plus avoir qu'à leur poser ou à leur formuler des questions de type « prompt ». On peut déjà donner des instructions à un automate faisant appel à ces agents IA en continu, sans nécessité d'interagir avec



lui. Ces derniers peuvent interpréter la donnée, planifier les tâches requises et proposer des actions nécessaires ou souhaitables. À partir de 2025, Microsoft, Google, Amazon, Anthropic, OpenAI, Salesforce, H et beaucoup d'autres entreprises vont proposer d'innombrables agents IA transformant la recherche, la production, la vente et le service client de produits actuels et nouveaux. Google prépare un Jarvis capable de se substituer à l'internaute pour surfer sur le Web avec Chrome et réaliser des recherches ou des achats. Plusieurs milliards d'agents IA seront actifs dès la fin de 2025, avant leur généralisation sur les ordinateurs personnels et sur les portables avant 2030. Des entreprises chinoises, comme DeepSeek, excellent déjà en la matière. L'accélération de toutes les formes d'IA – usages de la blockchain, réalité virtuelle augmentée, cryptomonnaies et autres jetons non fongibles NFT – instaurent peu à peu le « métavers », pour méta univers, l'une des composantes de la révolution iconomique dans laquelle la voiture pleinement autonome finira par prendre toute sa place. Ainsi, il ne faut surtout pas confondre accélération technologique et révolution industrielle pour expliquer et agir convenablement. Car ceux qui ne comprennent pas la signification de ces accélérations et la nature de la révolution iconomique ne voient pas quelles façonnent les nouvelles chaînes de production de valeur, créant une nouvelle hiérarchie des puissances. Les pays qui n'investissent pas massivement dans les nouvelles technologies seront soumis à la loi de ceux qui les maîtrisent. En dépit de la qualité de ses scientifiques, ingénieurs et ouvriers, l'Europe est en voie de sous-développement technologique.

S'il est un pays qui ne doute guère du bien-fondé du diagnostic et du pronostic sommairement rapportés ci-dessus de Christian Saint-Étienne sur la révolution iconomique, ce sont bien les

États-Unis dont le Président Donald Trump a promis à ses entreprises de les aider à disposer d'autant d'électricité que nécessaire, lors du lancement du Stargate (1). Outre-Atlantique, on n'a manifestement pas prévu que pareil service national rendu aux capitaines d'industries passe par la programmation pluriannuelle d'une quelconque transition écolo-énergétique, l'évidence à laquelle le journal Le Monde n'a pu que se rendre (2).

De fait, quand Microsoft et Constellation Energy ont déjà programmé pour 2028 le redémarrage de Three Mile Island 1 en cours de remise en état – une tranche nucléaire arrêtée en 1979 ! (3)(4) –, Bill Gates, le fondateur du premier partenaire cité et Chris Levesque de la société Terra Power prévoient la construction dans le Wyoming d'un réacteur à neutrons rapide semblable à notre infortuné Superphénix. D'autres projets privés de Jeff Bezos cofondateur de Breakthrough Energie Ventures, ou de NusCale Power pour le développement des réacteurs modulaires SMR ou X-energy voient le jour pour la construction de réacteurs à haute température refroidi au gaz avec la bienveillance de l'Etat plutôt qu'avec la multiplication de contraintes de sa part. Mais le témoignage le plus significatif d'une mobilisation électro-énergétique américaine aux antipodes de ce qui est observé en Europe est cette décision de

la Commission américaine de réglementation nucléaire (NRC) d'autoriser l'exploitation des deux tranches nucléaires de Diablo Canyon, en Californie, pour 20 années supplémentaires, au-delà de la date de fermeture initialement prévue (5) ; deux tranches respectivement de 1138 MW et de 1 118 MW mises en service commercial en 1985 et 1986.

Pendant ce temps, que fait la France non pas pour hisser dans les délais requis sa production de KWh à la hauteur du défi iconomique dont il vient d'être question, mais seulement pour prévenir l'effet falaise de l'obsolescence d'un parc électronucléaire qui faisait naguère l'admiration du monde, prévue sous moins de 20 ans ? Bien qu'elle ne sache toujours pas où trouver les quelque 70 milliards d'euros que devrait coûter la construction de ses six premiers réacteurs EPR2, ses dirigeants n'en finissent pas de se perdre en réunions stratégiques byzantines faisant assauts de résolutions tout en postures (6), tranchant avec la planification gravée dans le marbre d'une PPE3 dont les Français ne réaliseront que trop tard la ruineuse stérilité. On ne reviendra pas, en effet, sur les quelque 200 milliards d'euros que va globalement leur coûter ce plan depuis longtemps démonétisé, dont RTE, à lui seul, se fait fort de consumer la moitié (7). Il est un lien que les fondés de pouvoir des artisans de la mutation anthropogénétique verte, aux manettes de tous les gouvernements européens depuis 25 ans, et leurs disciples (8) se sont toujours gardés de faire, celui entre le potentiel énergétique d'un pays et sa puissance militaire, sa capacité à mener avec succès toute guerre préventive ou subie. C'est pourquoi les peuples de l'UE doivent plus que jamais exiger de leurs gouvernements la réponse sans ambiguïté à la question suivante : selon vous, les redoutables complexes militaro-industriels américain, russe et chinois sont-ils principalement nourris de KWh photovoltaïques et éoliens ?

Source : Contrepoints.org publié le 24/07/2025

Notes

- (1) https://www.usine-digitale.fr/article/stargate-le-projet-ia-a-500-milliards-de-dollars-signe-donald-trump_N2226044
- (2) https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/06/12/aux-etats-unis-la-course-effrenee-au-nucleaire-civil_6612464_3234.html
- (3) <https://www.sfen.org/rgn/decouvrez-le-calendrier-du-redemarrage-de-three-miles-island/>
- (4) Quid de l'empressement de nos fossoyeurs à rendre irréversibles les sabotages de Superphénix et de Fessenheim !
- (5) <https://www.nucnet.org/news/nrc-finds-diablo-canyon-safe-for-extended-operation-beyond-2025-6-1-2025>
- (6) <https://www.sfen.org/rgn/nucleaire-contrat-de-filiere/>
- (7) <https://www.tf1info.fr/environnement-ecologie/video-reportage-exclusif-tf1-100-milliards-pour-renforcer-le-reseau-electrique-francais-voici-ou-et-comment-rte-va-les-dependre-2350449.html>
- (8) Boris Vallaud : ... face au retard pris dans le développement des énergies renouvelables, attendre cinq ans et un retour d'expérience sur la construction des nouveaux réacteurs, avant de s'engager sur des capacités supplémentaires : https://www.bfmtv.com/politique/parlement/quel-avenir-pour-l-atome-bataille-en-vue-a-l-assemblee-nationale-autour-de-la-relande-du-nucleaire_AD-202506160074.html

DUBAÏ

L'aéroport international de Dubaï bat un record avec 46 millions de passagers au premier semestre

L'aéroport international de Dubaï a accueilli 46 millions de passagers au cours du premier semestre 2025, marquant sa période de six mois la plus active jamais enregistrée malgré les perturbations de l'espace aérien régional et les vents contraires mondiaux.

Dans un communiqué de presse, l'opérateur Dubai Airports a déclaré que l'augmentation de 2,3 % en glissement annuel souligne la force continue du secteur de l'aviation de l'émirat et la résilience opérationnelle du terminal.

La croissance s'est produite malgré les restrictions temporaires de l'espace aérien en mai et juin, qui ont forcé plusieurs transporteurs du Golfe à réacheminer des vols et à ajuster les horaires en raison de l'intensification de l'activité militaire et des déclarations de zones d'exclusion aérienne dans certaines parties du Moyen-Orient.

Paul Griffiths, PDG de Dubai Airports, a déclaré : "La croissance continue de DXB au cours d'une période de défis régionaux met en évidence la force de Dubaï et des EAU, la souplesse de nos opérations et l'engagement de notre communauté aéroportuaire."

Au cours du seul deuxième trimestre, l'aéroport a accueilli 22,5 millions de passagers, soit une augmentation de 3,1 % par rapport à la même période l'année dernière. Le mois d'avril a été le plus chargé du trimestre et le plus actif jamais enregistré, avec 8 millions de voyageurs.

Le trafic mensuel moyen au cours du premier semestre s'est élevé à 7,7 millions de passagers, avec des volumes quotidiens de 254 000 en moyenne. Janvier a été le mois le plus chargé, établissant un nouveau record mensuel avec 8,5 millions de passagers. DXB a également assuré 222 000 vols et traité 41,8 millions de bagages au cours du premier semestre, 91 % d'entre eux étant livrés dans les 45 minutes suivant leur arrivée. Le taux de bagages mal traités était de 2 bagages pour 1 000 passagers, bien en dessous de la moyenne de l'industrie qui est de 6,3, ajoute le communiqué.

ÉGYPTE

Rembourser les majors pétrolières pour soutenir le secteur du gaz

L'économie de l'Égypte est confrontée à d'importants défis, notamment par des arriérés accumulés envers des compagnies pétrolières, dans un contexte énergétique particulièrement tendu.

Le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly a officialisé le versement de plus d'un milliard de dollars d'arriérés à plusieurs compagnies pétrolières et gazières internationales, dont Eni, BP et Apache. À travers cette transaction présentée comme un moyen de restaurer la confiance de ces multinationales, l'État espère stabiliser un secteur gazier stratégique pour son approvisionnement énergétique et sa crédibilité financière.

En effet, depuis fin 2023, l'Égypte est confrontée à une crise énergétique majeure ayant entraîné la suspension de ses exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) ainsi que l'augmentation de ses importations pour sécuriser l'approvisionnement domestique. Depuis début 2024, l'Égypte est ainsi redevenue importateur net de GNL, du fait d'une forte baisse de production, en particulier sur le champ Zohr. En mai 2025, le pays a engagé des pourparlers pour l'achat de 40 à 60 cargaisons afin de répondre à la demande estivale et industrielle. Parallèlement, un plan plus large prévoit jusqu'à 290 cargaisons sur 30 mois, soit jusqu'en 2027. Cela malgré une production qui s'est élevée en 2024, à environ 5,7 milliards de pieds cubes par jour (bcf/d), selon des données du ministère égyptien du Pétrole.

Le remboursement des dettes contractées au-



près des multinationales s'inscrit dans une stratégie visant à préserver les projets d'exploration et de développement, notamment dans les blocs offshore en Méditerranée orientale. Selon les autorités, ce geste vise à éviter un désengagement des investisseurs étrangers, jugés indispensables pour stabiliser la production et maintenir l'Égypte comme acteur régional du gaz. Selon la Banque centrale d'Égypte, à fin avril 2025, les réserves de change atteignent 48,14 milliards \$, couvrant environ 6 à 7 mois d'importations, tandis que la dette extérieure cumulée s'établit à 155,2 milliards \$, soit près de 87 % du PIB. Le Fonds monétaire in-

ternational (FMI) conditionne la poursuite du programme de 8 milliards \$ adopté en mars 2024 à l'assainissement du cadre budgétaire et à la réduction des subventions. Ce programme prolonge un accord initial de 3 milliards \$ signé en décembre 2022 pour 46 mois et visant à stabiliser l'économie à court terme.

Depuis 2023, l'Égypte a remboursé 8,5 milliards \$ d'arriérés à des compagnies énergétiques, selon les autorités. Le paiement de 1 milliard \$ ce mois-ci s'inscrit dans cet effort. Il reste encore 1,4 milliard \$ à verser d'ici fin 2025, sous réserve de la disponibilité des devises et du soutien continu du FMI.

MAURITANIE

Le pays construit la station d'atterrissage pour son 2^e câble sous-marin

La Mauritanie est desservie par un seul câble sous-marin à fibre optique international depuis 2011. Les pannes récurrentes sur cette infrastructure entraînent des perturbations fréquentes des services Internet et de téléphonie mobile à l'échelle nationale.

La Mauritanie lance le lundi 28 juillet les travaux de construction de la station d'atterrissage de son deuxième câble sous-marin à fibre optique, EllaLink. Située à Nouadhibou, l'infrastructure devrait entrer en service en 2028. Elle offrira au pays une connectivité internationale supplémentaire

avec une vitesse initiale de 200 gigabits par seconde, extensible jusqu'à 500 gigabits par seconde, et une capacité totale de 12 téra-bits. L'infrastructure est financée par la Banque européenne d'investissement pour un montant de plus de 43,5 millions d'euros (50,7 millions \$). Une partie de ce financement est destinée à la construction de l'infrastructure, tandis que l'autre à son entretien sur une période de 25 ans. « Cette infrastructure avancée renforcera la position numérique de la Mauritanie, répondra à la demande croissante en connectivité et soutiendra le processus de

transformation numérique dans tous les secteurs », a déclaré le ministère de la Transformation numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'administration dans un communiqué publié sur Facebook.

Une fois mise en service, le nouveau câble pourrait contribuer à réduire le coût de l'Internet en Mauritanie, entre autres. En effet, un rapport publié en juin 2025 par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) montre que le doublement de la capacité internationale par les câbles sous-marins entraîne une baisse immé-

diante des prix : jusqu'à 32 % pour le haut débit fixe et 50 % pour le haut débit mobile. À titre d'exemple, l'inauguration du câble Didon en Tunisie en 2014 a permis une baisse de cinq points du prix du haut débit mobile.

L'IFC, de son côté, ajoute que le renforcement des câbles sous-marins peut aider à connecter davantage de personnes à Internet tout en améliorant la qualité. Selon les données de l'Union internationale des télécommunications (UIT), environ 62,6% de la population mauritanienne estimée à 5,17 millions n'avait pas accès à Internet en 2023.

ARABIE SAOUDITE

Ryad ouvre un canal pour les voyages d'affaires avec la Syrie afin de stimuler les investissements

L'Arabie saoudite va introduire des permis de voyage pour les hommes d'affaires et les investisseurs syriens afin d'approfondir les relations bilatérales et de faciliter les visites mutuelles.

Les hommes d'affaires syriens peuvent désormais demander des permis de voyage directement à l'ambassade à Damas, a indiqué l'ambassade du Royaume dans un message officiel sur X. Parallèlement, les investisseurs saoudiens sou-

haitant se rendre en Syrie peuvent s'inscrire via la plateforme électronique du ministère de l'Intérieur.

L'Arabie saoudite et la Syrie ont fait des progrès considérables dans le rétablissement des liens diplomatiques, le Royaume ayant rouvert son ambassade à Damas en 2024 après une interruption de 12 ans. En avril, l'Arabie saoudite et le Qatar ont annoncé une initiative conjointe visant à régler la dette de 15 millions de dollars de la Syrie envers la

Banque mondiale, dans le cadre d'efforts plus larges visant à soutenir le redressement financier du pays déchiré par la guerre.

"L'ambassade annonce la disponibilité de permis de voyage pour les hommes d'affaires et les investisseurs saoudiens et syriens intéressés, leur permettant d'échanger des visites et d'explorer les opportunités d'investissement dans les deux pays frères", indique le communiqué.

NIGER

La BAD accorde un prêt de 144 millions \$ pour améliorer l'accès à l'énergie et la compétitivité économique

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 144,27 millions de dollars au Niger pour mettre en œuvre le Programme d'appui à la gouvernance du secteur de l'énergie et à la compétitivité - phase I, une initiative transformatrice conçue pour améliorer l'environnement légal du secteur de l'énergie en vue de répondre au déficit énergétique critique du pays tout en renforçant la gouvernance économique.

L'économie nigérienne fait face à de sévères contraintes qui limitent la croissance et la création d'emplois, avec seulement 22,5 % de la population ayant accès à l'électricité, soit l'un des taux les plus bas d'Afrique de l'Ouest. En zones rurales où vivent 80 % des Nigériens, à peine 4,5 % ont accès à l'électricité, contraignant les familles à dépendre de la biomasse pour 94 % de leurs besoins énergétiques. Le programme intervient à un moment crucial où le Niger œuvre à reconstruire son économie. L'économie nigérienne a montré une remarquable résilience malgré les défis, la croissance du PIB ayant grimpé à 8,8 % en 2024, avec une production pétrolière qui

devrait passer de 20 000 à 90 000 barils par jour. Au-delà du secteur énergétique, le programme permettra de faire face aux défis critiques de gouvernance en renforçant les systèmes de gestion des finances publiques, en particulier la mobilisation des recettes fiscales et le système de contrôle. Il soutiendra par ailleurs l'apurement des arriérés intérieurs, le dialogue public-privé et l'adoption d'une politique industrielle et commerciale pour un soutien accru au secteur privé nigérien. Le programme met particulièrement l'accent sur l'inclusion sociale, avec des mesures spécifiques pour soutenir les personnes déplacées internes, les femmes et les jeunes. Avec plus de 507 000 personnes

déplacées internes au niveau national en raison des défis sécuritaires dans la région du Sahel, des interventions ciblées garantiront que les populations vulnérables bénéficient d'opportunités économiques améliorées. Pour des millions de Nigériens, ce financement facilitera la mobilisation d'investissements pour des foyers mieux éclairés, des entreprises plus productives et des institutions plus transparentes et efficaces au service des citoyens. Le programme positionne le Niger pour capitaliser sur son vaste potentiel d'énergie renouvelable tout en construisant des systèmes de gouvernance qui soutiennent un développement inclusif et durable.

BURKINA FASO

307 millions \$ de revenus déclarés pour la mine d'or Sanbrado à mi-2025

A l'image de la croissance de 30% en 2024, les cours de l'or maintiennent une dynamique haussière depuis le début de l'année 2025. Un contexte de marché favorable pour les sociétés productrices qui voient leurs revenus grimper, particulièrement celles actives en Afrique.

Au Burkina Faso, la mine d'or Sanbrado opérée par West African Resources (WAF) a généré 472,1 millions de dollars australiens (environ 307 millions USD) de revenus à l'issue du premier semestre 2025. Cette donnée tirée du rapport trimestriel publié par la compagnie minière australienne ce

mercredi 30 juillet représente une hausse en glissement annuel de 38% par rapport aux 340,4 millions de dollars australiens générés en 2024. Ce gain semestriel est notamment le fruit de la hausse du prix moyen obtenu par WAF lors de la vente de l'or produit à Sanbrado. La so-

ciété rapporte en effet un prix de vente moyen de 3049 dollars australiens l'once, contre 2199 dollars australiens à la même période en 2024. Un bond significatif qui compense la baisse des volumes vendus, lesquels ont chuté de 3% en glissement annuel.

POISSON

L'Afrique connaîtra la plus forte hausse de consommation au niveau mondial d'ici 2034

Le poisson et les produits de la pêche jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire sur le continent africain. Dans la région, leur consommation devrait connaître un regain au cours prochaines années. Sur la prochaine décennie, l'Afrique sera la région du monde où la demande en poissons et produits aquatiques destinés à l'alimentation humaine connaîtra la plus importante hausse. Selon les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, publiées vers la mi-juillet, la

consommation apparente totale sur le continent devrait augmenter de 24 % sur la période 2025-2034. Il s'agit d'un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale (13 %) et d'un niveau en accélération par rapport à ce qui avait été enregistré sur la décennie précédente (20 %). Dans un contexte où la consommation moyenne de poisson par habitant en Afrique reste l'une des plus faibles au monde (environ 10 kg contre 21 kg à l'échelle mondiale), la

croissance attendue de la demande au cours de la prochaine décennie sera portée par l'essor démographique, l'augmentation des revenus et des besoins nutritionnels de plus en plus importants sur le continent. Déjà dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest comme la Gambie, le Ghana, le Sénégal et la Sierra Leone, la contribution du poisson à l'apport en protéines animales dépasse les 50 % contre 20 % pour la moyenne mondiale. Pour répondre à la demande croissante, les

auteurs du rapport indiquent que le continent pourra compter sur la forte progression de son secteur aquacole même si l'essentiel de la consommation continuera de dépendre de la pêche de capture. D'après les données, le continent africain enregistrera une croissance de plus de 46 % de son offre à l'horizon 2034 soit plus que le double de la moyenne mondiale (20 %).

RWANDA

Hausse attendue de 39 % du budget pour les subventions agricoles en 2025/2026

Au Rwanda, le secteur agricole contribue à hauteur de 24 % au PIB et emploie environ 55 % de la population active. Pour le compte de la campagne agricole de 2025/2026, le gouvernement renforce son appui aux agriculteurs, notamment en ce qui concerne l'accès aux intrants. Au Rwanda, le gouvernement prévoit un budget de 75 milliards de francs (51,8 millions \$) pour financer le programme national de subvention

des intrants durant la campagne agricole 2025/2026 qui démarre en septembre prochain. C'est ce que rapporte le quotidien local The New Times le 27 juillet dernier, citant Egide Gatari, responsable du programme de subvention des intrants agricoles au sein de l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales (RAB). L'enveloppe annoncée est en hausse de 38,8 % par rapport aux 54 milliards de francs rwandais

(37,3 millions \$) qui y étaient consacrés au cours de la campagne précédente. Dans le détail, 81 % du nouveau budget, soit 42,1 millions \$, sera alloué à la subvention des engrais, alors que le reste servira à financer la subvention des semences certifiées. L'enjeu de l'autosuffisance alimentaire est d'autant plus stratégique que le pays entretient une forte dépendance aux importations pour s'aligner sur la

croissance des besoins sur le marché intérieur. Dans un rapport publié le 21 juillet dernier, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) souligne par exemple que le pays d'Afrique de l'Est a importé pour près de 655 millions \$ en moyenne de produits alimentaires par an entre 2019 et 2021, soit près du double de la facture de 352,4 millions \$ qui y était associée entre 2012 et 2014.

EN AFRIQUE

Les fusions-acquisitions entre start-up ont crû de 45% en 6 mois

Le rapport souligne que la hausse des levées de fonds et la baisse des licenciements et des faillites, au 1er semestre 2025, constituent des signes d'une relative stabilisation du marché, après deux années de vaches maigres marquées par l'assèchement des financements et des difficultés économiques dans plusieurs pays du continent. Les fusions-acquisitions deviennent une stratégie de croissance de plus en plus importante pour les start-up africaines bien établies qui cherchent à accroître leur part de marché, à renforcer leur vivier de talents ou à s'offrir des technologies innovantes, selon un rapport publié le jeudi 24 juillet 2025 par le cabinet de conseil en économie numérique, Tech-Cabal Insights. Intitulé « The State of Tech in Africa H1 2025 : Building momentum through strategic partnerships », le rapport précise que 29 opérations de fusions-acquisitions ont été enregistrées dans l'écosystème tech africain durant le premier semestre 2025, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré sur une base semestrielle. Cela représente une augmentation significative de 45 % par rapport au premier semestre 2024 et une augmentation de 53 % comparativement à la même période de 2023. Cette accélération du mouvement de consolidation est le signe d'un marché en pleine maturation où les pépites, qui ont un modèle de croissance sain et une bonne assise financière, avalent leurs concurrents. A l'inverse, les jeunes pousses qui n'auront pas su lever des fonds ont cherché à se faire racheter ou à fusionner avec d'autres start-up bien capitalisées.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en baisse, prudente avant une cascade de données

La Bourse de New York a clôturé en baisse mardi, s'accordant une pause avant une fin de semaine particulièrement chargée, entre décision de la Fed, résultats d'entreprises et indicateurs économiques majeurs.

Le Dow Jones a reculé de 0,46%, l'indice Nasdaq a perdu 0,38% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,30%. "Après avoir atteint des sommets historiques, le marché adopte une attitude attentiste", explique auprès de l'AFP Art Hogan, de B. Riley Wealth Management. En cause: "les investisseurs se préparent à vivre trois jours très mouvementés", commente Steve Sosnick, d'Interactive Brokers. La place américaine s'apprête à accueillir mercredi les conclusions de la réunion du comité de politique monétaire de la banque centrale américaine (FOMC), à l'issue de laquelle un maintien des taux d'intérêt à leur niveau actuel est une nouvelle fois attendu.

AVANT LA RÉUNION DE LA FED
Les Bourses d'Asie prudentes

Les Bourses asiatiques montent prudemment mercredi, dans des marchés digérant la perspective d'une trêve commerciale étendue entre Pékin et Washington, et attentistes avant une salve de résultats de groupes technologiques et une réunion de la Réserve fédérale américaine. Vers 03H30 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei était à l'équilibre (+0,01% à 40.682,14 points), tandis que l'indice élargi Topix grimpait de 0,35% à 2.918,82 points. La Bourse de Séoul gagnait 0,78%, Sydney 0,64%, Taipei 0,87%. L'indice hongkongais Hang Seng cédait en revanche 0,14%. Vers 03H30 GMT, la devise nippone montait de 0,32% face au billet vert, à 147,99 yens pour un dollar. Le marché pétrolier était partagé: vers 03H30 GMT, le baril de WTI américain cédaït 0,19% à 69,08 dollars, tandis que celui de Brent de la mer du Nord faisait du sur-place (+0,00% à 72,51 dollars).

EUROPE
Les Bourses partagées dans l'attente de la Fed

Les Bourses européennes évoluent en ordre dispersé (-0,4% à Madrid, -0,2% à Londres, mais +0,2% à Francfort et +0,6% à Paris), avant la conclusion ce soir de la réunion du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC). "Dans un contexte où les données économiques n'ont pas changé la donne de façon spectaculaire sur les dernières semaines, l'environnement politique est de plus en plus pesant et la pression sur Jerome Powell n'a jamais été aussi forte", souligne CPRAM. Selon la société de gestion, si la Fed devrait laisser ses taux directeurs inchangés, il pourrait tout de même s'agir d'un FOMC historique car deux membres du Board pourraient demander une baisse de taux, ce qui 'serait une première depuis 1988!' 'Les gouverneurs Christopher Waller et Michelle Bowman pourraient exprimer leur désaccord, poursuivant ainsi leurs divergences de vues sur le rythme et l'orientation de la politique monétaire', précise Generali Investments. 'Si nous continuons de tabler sur une baisse des taux en septembre, la voie à suivre dépendra de l'évolution de l'inflation, de la dynamique du marché du travail et des développements économiques mondiaux', prévient-il.

"Le marché va surtout être à l'écoute des prévisions concernant les prochaines réunions", estime M. Sosnick. Selon l'analyste, le marché surveillera par ailleurs si la décision a été prise à l'unanimité, alors que deux responsables de l'institution ont fait savoir qu'ils étaient enclins à baisser les taux dès ce mois-ci. En parallèle, côté entreprises, les résultats des géants Meta (maison mère de Facebook) et Microsoft sont attendus mercredi après la clôture de la Bourse. "Tant sur le plan mathématique que psychologique, ces performances sont très importantes pour la mentalité du marché", souligne Steve Sosnick. Côté indicateurs, le rapport JOLT'S du ministère américain du Travail a mis en évi-

dence mardi une baisse plus marquée que prévu du nombre d'offres d'emplois au mois de juin. La confiance des consommateurs s'est quant à elle légèrement redressée en juillet aux Etats-Unis, un résultat meilleur que ce qui était anticipé par les marchés. Les investisseurs attendent désormais le PIB au deuxième trimestre mercredi, l'inflation PCE en juin jeudi et plusieurs rapports sur l'emploi aux États-Unis — particulièrement le chômage pour juillet publié vendredi. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans se détendait très nettement vers 20H10 GMT, à 4,32% contre 4,41% à la clôture la veille. A la cote, le constructeur aéronautique américain Boeing (-4,32% à 226,19 dollars) a glissé malgré l'annonce d'une perte moins creusée que prévu au deuxième trimestre, à 697 millions de dollars, dans un "environnement mondial changeant". L'assureur santé UnitedHealth (-6,94% à 261,38 dollars) a franchement reculé après avoir annoncé des résultats trimes-

triels inférieurs aux attentes et des prévisions de annuelles moins bonne que prévu. Union Pacific (-2,34% à 223,87 dollars) a reculé après avoir annoncé l'acquisition de son concurrent Norfolk Southern (-3,03% à 277,75 dollars) pour créer le premier exploitant de fret ferroviaire aux Etats-Unis, une opération qui valorise la cible à 85 milliards de dollars. Le groupe pharmaceutique américain Merck (-1,64% à 82,68 dollars), aussi connu sous le nom de MSD hors Amérique du Nord, a été boudé après avoir annoncé mardi des suppressions d'emplois dans le cadre d'un plan d'économies visant à réduire ses coûts de trois milliards de dollars par an d'ici 2027, sans préciser le nombre de postes visés. Le groupe américain Procter & Gamble (P&G), spécialiste des produits ménagers et d'hygiène, a terminé dans le rouge (-0,31% à 156,62 dollars). P&G a dépassé les attentes au quatrième trimestre, mais a annoncé mardi que la mise en place de droits de douane affectera sa croissance pour l'exercice 2025/2026.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Juillet 2025

Valeur : 01 Août 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.2498	130.2648
1	EUR	EURO		150.4776	150.5210
1	GBP	POUND STERLING		173.9912	174.0810
100	JPY	JAPANESE YEN		87.9710	87.9870
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1439	18.1465
1	CHF	SWISS FRANC		161.8010	161.9001
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.5895	94.6211
1	DKK	DANISH KRONE		20.1625	20.1667
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.4778	13.4827
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8073	12.8121
1	AED	UAE DIRHAM		35.4576	35.4684
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7212	34.7280
1	KWD	KUWAITI DINAR		426.3496	426.5383
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9469	44.3886
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3317	14.3334
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8850	24.0075
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2620	3.2722
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.4591	177.4591

AVANT LA DÉCISION DE LA FED
Le dollar en repli prudent

Le dollar relâchait mercredi une infime partie de ses gains de début de semaine, les cambistes faisant preuve de prudence avant un statu quo attendu de la Réserve fédérale (Fed) sur ses taux et une série d'indicateurs économiques américains. Les investisseurs tablent sur le fait que la Fed, qui rend sa décision plus tard dans la séance à l'issue de deux jours de réunion, maintiendra ses taux d'intérêts inchangés pour la cinquième fois de suite, dans une four-

chette comprise entre 4,25% et 4,50%. Selon toute attente, la banque centrale américaine "défièra une fois de plus la pression du président Trump" qui plaide pour abaisser les taux, avance Matthew Ryan, analyste chez Ebury. Malgré les menaces de Donald Trump de le licencier, le président de la Fed, Jerome Powell, a réaffirmé à plusieurs reprises l'indépendance de l'institution, et l'intérêt de patienter afin de jauger les effets de la nouvelle politique douanière américaine

sur les prix. "Selon la clarté avec laquelle" le patron de la Fed "annoncera de futures baisses de taux d'intérêt", prévues à partir de septembre par le marché, "le dollar devrait subir plus ou moins de pression", précise Michael Pfister, de Commerzbank. Vers 11h20 à Paris, la devise américaine se contractait à peine de 0,04% face à l'euro, à 1,1552 dollar, et s'échangeait toujours environ 1,90% au-dessus de son niveau à l'ouverture lundi face à la monnaie unique.

Le billet vert restituait aussi 0,17% à la livre mercredi, à 1,3374 dollar. L'accord conclu avec l'Union européenne dimanche dernier, que les analystes jugent largement favorable à Washington, a en effet atténué les inquiétudes sur les répercussions de la guerre commerciale sur l'économie américaine, faisant s'envoler le dollar en début de semaine. L'annonce de la Fed sera par ailleurs précédée de la publication du PIB américain au deuxième trimestre et du rapport mensuel du cabinet ADP

et de Stanford Lab sur les créations d'emplois dans le secteur privé pour juillet. Mais cette dernière enquête "ne permet pas de prédire avec fiabilité les chiffres de l'emploi" américain en juillet, "bien plus importants, qui seront publiés vendredi", et qui comprennent le taux de chômage, précise M. Pfister. L'indice PCE pour juin, jauge d'inflation particulièrement scrutée par la Fed, est lui prévu jeudi.

APRÈS L'ALLEMAGNE

L'Italie voit aussi son PIB reculer de 0,1 % au second trimestre 2025

L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) baisser de 0,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent en raison d'une baisse de tous les secteurs, à l'exception des services, stationnaires, selon une première estimation de l'Institut national des statistiques (Istat).



La croissance recule aussi en Italie. Selon une première estimation de l'Institut national des statistiques (Istat), son produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent en raison d'une baisse de tous les secteurs, à l'exception des services, stationnaires. Comparé au deuxième trimestre 2024, le PIB a augmenté de 0,4%, précise l'I-

tat qui confirme s'attendre à une croissance de 0,5% sur l'ensemble de l'année en cours.

Prévions dégradées par les droits de douane américains

Le gouvernement italien avait divisé par deux début avril ses prévisions de croissance pour l'année 2025 en raison

de la hausse des droits de douane imposée par les États-Unis, tablant sur une progression annuelle du PIB de 0,6% contre 1,2% attendu précédemment. Le Fonds monétaire international (FMI) a en revanche revu mardi légèrement à la hausse ses prévisions de croissance du PIB italien en 2025, à 0,5%, contre 0,4% lors de ses prévisions publiées en avril. L'Italie n'est pas le seul pays européen à subir une baisse de sa croissance économique. Après deux ans de récession, l'Allemagne peine à sortir la tête de l'eau et voit aussi son PIB replonger au deuxième trimestre 2025, après une hausse en début d'année.

Croissance meilleure qu'attendu en France

En France en revanche, la croissance économique française est meilleure qu'espéré, atteignant 0,3% au deuxième trimestre. Tiré par les stocks et un léger rebond de la consommation des ménages selon l'Insee, le PIB français est donc mieux qu'anticipé, l'Institut national de la statistique tablant initialement sur uen croissance de 0,2% après +0,1% au premier trimestre.

SANTÉ

Le Fonds mondial réduit de 1,4 milliard de dollars ses subventions

Le Fonds mondial, un partenariat public-privé pour lutter contre les grandes maladies infectieuses, va réduire d'environ 1,4 milliard de dollars ses subventions, devant l'incertitude sur la capacité des donateurs à respecter leurs engagements financiers, a-t-il annoncé cette semaine. L'organisation non-gouvernementale basée à Genève - dont le nom complet est Fonds mondial de lutte contre le sida, la tu-

berculose et le paludisme - a déclaré que l'évolution rapide de la situation des donateurs" rendait "très incertaines" les perspectives de recevoir l'intégralité des fonds promis. Le secteur de l'aide internationale est en pleine tourmente depuis le retour au pouvoir du président américain Donald Trump en janvier, qui a immédiatement gelé la plupart des aides étrangères des États-Unis. Plusieurs autres pays ont égale-

ment réduit leurs budgets d'aide au développement, mais les coupes budgétaires des États-Unis, traditionnellement le plus grand donateur mondial, ont particulièrement touché le secteur. L'organisation a expliqué mettre en oeuvre des mesures de réduction des coûts et une redéfinition des priorités de son cycle de subventions triennal actuel, qui sera réduit d'"environ 1,43 milliard de dollars".

Les réductions de financement représentent environ 11% du budget initial convenu après que les pays donateurs se sont engagés en 2022 à verser un total de 15,7 milliards de dollars au Fonds mondial entre 2023 et 2025. Ces engagements étaient déjà inférieurs à l'objectif de 18 milliards de dollars fixé par l'organisation pour cette période.

MALGRÉ LA GUERRE COMMERCIALE

La croissance européenne moins pire que prévue

La croissance économique de la zone euro a atteint +0,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent, selon la première estimation publiée mercredi par l'office européen de statistiques Eurostat. L'économie de la zone euro a augmenté de façon inattendue au deuxième trimestre, montre la première estimation du produit intérieur brut (PIB) publiée mercredi par Eurostat. Entre avril et juin 2025, le PIB corrigé

des variations saisonnières a augmenté de 0,1% dans la zone euro et de 0,2% dans l'UE, par rapport au trimestre précédent, selon l'estimation rapide préliminaire publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Au cours du premier trimestre 2025, le PIB avait augmenté de 0,6% dans la zone euro et de 0,5% dans l'UE. Sur un an, le PIB ressort à 1,4%, après 1,5% le trimestre précédent. Croissance positive sur un an Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient une stagnation pour

le deuxième trimestre et +1,2% sur un an. Parmi les États membres pour lesquels les données pour le deuxième trimestre 2025 sont disponibles, l'Espagne (+0,7%) a enregistré la hausse la plus importante par rapport au trimestre précédent, suivi du Portugal (+0,6%) et de l'Estonie (+0,5%). Des baisses ont été enregistrées en Irlande (-1,0%), en Allemagne et en Italie (-0,1% chacune). Les taux de croissance par rapport à l'année précédente ont été positifs pour tous les pays.

FMI

Le fonds relève sa prévision de croissance mondiale à 3% en 2025

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé mardi ses prévisions de croissance mondiale pour 2025 à 3%, soit 0,2 point de pourcentage de plus qu'en avril, selon une mise à jour de ses Perspectives de l'économie mondiale (PEM).

Les marchés émergents et les économies en développement devraient à présent connaître une croissance de 4,1% en 2025, soit 0,4 point de pourcentage de plus que selon les prévisions d'avril, d'après les dernières PEM. Par ailleurs, les projections de croissance pour les économies avancées ont été révisées à hauteur de 1,5% contre 1,4% précédemment. Les prévisions de croissance pour les États-Unis, la zone euro, le Japon, le Royaume-Uni, le Canada, la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Arabie saoudite et le Nigeria ont notamment été revues à la hausse.

Cette révision généralisée à la hausse pour cette année reflète "une anticipation plus forte que prévu en amont de la hausse attendue des tarifs douaniers, des droits de douane effectifs moyens plus bas que ce qui avait été annoncé en avril, une amélioration des conditions financières entre autres en raison d'un dollar plus faible, et une expansion budgétaire dans certaines grandes juridictions", peut-on lire dans la mise à jour des PEM.

DROITS DE DOUANE

Le Brésil entrevoit des "signes" d'ouverture au dialogue des Etats-Unis

Le ministre brésilien des Finances a dit mardi percevoir des "signes" d'ouverture au dialogue de la part des États-Unis, à l'approche de l'imposition au Brésil de surtaxes douanières de 50% par le président américain Donald Trump. "Il y a cette semaine des signes" émis par les autorités américaines indiquant leur "intérêt pour le dialogue", a affirmé Fernando Haddad devant des journalistes à Brasília. Annoncés à la surprise générale le 9 juillet par Donald Trump, les droits de douane supplémentaires de 50% imposés à la plus grande économie de l'Amérique latine doivent entrer en vigueur vendredi. Fernando Haddad a notamment évoqué un nouvel entretien téléphonique survenu lundi entre le vice-président brésilien Geraldo Alckmin, en charge de ces discussions commerciales au nom du Brésil, et le secrétaire américain au Commerce Howard Lutnick. Plus tard mardi lors d'un entretien à la chaîne CNN Brasil, le ministre brésilien de l'Economie a ajouté que "les canaux (de communication) commencent à être débouchés" entre Brasília et Washington. "Du côté du Brésil, les canaux ne seront jamais bloqués, car nous estimons que si nous négocions avec des données concrètes, de façon rationnelle, dans le but d'établir une relation équilibrée, nous allons trouver un accord", a-t-il assuré. Deuxième partenaire commercial du Brésil, les États-Unis n'accusent pas de déficit commercial avec le pays sud-américain.

La Chine dévoile un nouveau processeur qui ne fait plus rire personne

Jusqu'à 96 cœurs, 384 Mo de mémoire cache, de la DDR5 12-canaux et pas moins de 128 lignes PCI Express Gen 5, le Zhaoxin KH-5000 semble être taillé pour imposer la Chine dans le milieu des processeurs.

Depuis des années que l'on nous promet une montée en puissance de la Chine que les plus fins observateurs avaient bien remarquée, mais qui semblait peu convaincante par rapport aux processeurs signés AMD ou Intel, voilà que Zhaoxin dégage une vraie réussite. Enfin, au moins sur le papier.

Une montée en puissance qui ne date pas d'hier

Dès 2021, nous évoquions l'intégration d'un processeur chinois au cœur d'un NAS signé d'un des poids lourds du secteur, QNAP. En effet, le TVS-675 était animé par un Zhaoxin KaiXian KX-U6580. La puce gravée en 16 nm n'était cependant pas de nature à faire de l'ombre aux bêtes de course que proposaient AMD ou Intel. Mais, petit à petit, on sentait que la Chine faisait plus que grappiller du terrain. La progression des cabinets d'étude et des fonderies chinoises était plus qu'impressionnante et pas une année, pas un mois, sans des précisions entousiasmantes pour les uns, inquiétantes pour les autres... selon le côté où on se place.

L'année suivante, en 2022 donc, c'est un APU toujours signé Zhaoxin qui faisait parler de lui en offrant les performances d'une NVIDIA GT 630... risible pour certains, signe des temps pour les plus avertis. Car l'histoire ne s'arrête pas là, au contraire, et Zhaoxin n'est pas seule dans cette quête de puissance en Chine.



En 2024 et, plus encore, en début d'année, c'est par deux fois l'entreprise Loongson qui a fait parler d'elle. Les Loongson 3A6000 et, surtout, 3B6600 se placent en concurrents directs des processeurs Intel de 13e génération. Oh, certes, pas les Core i9, mais en visant déjà les Core i3 et Core i5, Loongson est parvenu à très nettement marquer des esprits qui ne voyaient pas la Chine progresser si rapidement.

Jusqu'à 96 cœurs et 384 Mo de cache !

Des esprits qui seront sans doute marqués davantage encore, pour ne pas dire carrément choqués, par la dernière information que relayent nos confrères de Wccotech. Nous laissons de côté Loong-

son pour revenir à Zhaoxin.

Il n'est cette fois pas question de parler de processeurs clients, mais de puces dédiées au monde des serveurs. Alors, là encore, il y aura vraisemblablement des petits malins pour souligner combien les derniers Threadripper Pro 9995WX d'AMD sont de véritables monstres dotés de 96 cœurs/192 threads épaulés par un cache combinés de 384 Mo. C'est vrai, rien à dire là-dessus, mais visez un peu la fiche technique du KH-5000 dévoilée par Zhaoxin. C'est à la Shanghai World Expo 2025 que le fabricant chinois a levé le voile sur sa nouvelle puce conçue, comme chez AMD, selon le principe du chiplet. Une puce qui va largement dépasser les performances de l'actuel KH-4000 li-

mité à 32 cœurs, 32 threads, 64 Mo de cache combiné, de la DDR4 sur 8 canaux et 128 lignes PCI Express Gen 4. Avec le KH-5000, Zhaoxin place la barre bien plus haut en augmentant à peu près toutes les caractéristiques. Voyez plutôt :

- Jusqu'à 96 cœurs (contre 32 sur l'architecture précédente)
- IPC en hausse de 30 % par rapport à l'architecture précédente
- 3 GHz de fréquence maximale (contre 2,5 GHz)
- 384 Mo de cache combiné (contre 64 Mo)
- mémoire DDR5 12 canaux (contre 8 canaux de DDR4)
- 128 lignes PCI Express Gen 5 (contre 128 lignes PCIe Gen 4)

Avouez que, sur le papier, c'est impressionnant et l'évolution d'une génération à l'autre est assez stupéfiante. Cependant il y a tout de même un « mais ». En effet, si lors de la Shanghai World Expo 2025, Zhaoxin a précisé les spécificités techniques de sa puce, l'entreprise n'a pas donné de date de lancement et il n'a pas non plus été question de prix ou de capacités de production. Des informations clés pour savoir à quel point le marché chinois pourra profiter de processeurs serveurs redoutables de performances, mais pour ceux qui en doutaient encore, il devient absolument incontestable que l'industrie du semi-conducteur en Chine n'a plus grand-chose à envier à ses concurrentes.

Source : Wccftech

JetBrains travaille sur un langage de programmation à haut niveau d'abstraction

Le fondateur de Kotlin planche sur un autre langage de codage. Le nom n'a pas été dévoilé, mais il ambitionne de faciliter la création des applications multiplateformes et rendre la génération de code IA plus contrôlable, transparente et utile. Dans un entretien accordée récemment à Infoworld, Kirill Skrygan, CEO de JetBrains a détaillé les projets de l'éditeur concernant un langage encore sans nom et

qui permettrait de décrire un programme à un niveau d'abstraction plus élevé. Il a rappelé que le code informatique était à l'origine écrit en Assembleur, avant de passer à des niveaux d'abstraction plus élevés avec les langages C et C++, pour atteindre des niveaux encore plus élevés avec Java et C#. « Le temps est venu de passer à un niveau encore supérieur », a estimé le dirigeant. « Ainsi, lorsque nous écrivons le code, nous définis-

sons essentiellement l'ontologie, l'architecture orientée objet, ce que nous avons en tête ou ce que nous avons écrit quelque part dans les documents de conception », a-t-il ajouté. Ce « programme d'architecture complet » rendra la génération de code IA plus contrôlable, transparente et utile », a-t-il affirmé. JetBrains explore actuellement la possibilité de faire de ce futur langage un dérivé de Kotlin, mais Ki-

rill Skrygan estime que ce dérivé devrait être l'anglais. « En gros, vous rédigez le document de conception en anglais, éventuellement avec quelques éléments sémantiques, quelques paragraphes abstraits et d'autres éléments qui pourraient être utiles. » Il a donné l'exemple de la création d'une application multiplateforme fonctionnant sur iPhone, Android, le Web ou d'autres plateformes. « Ainsi, au lieu d'écrire trois applications,

vous écrivez dans un langage de programmation spécial, qui est essentiellement l'anglais, qui décrit comment vous voulez voir cette application d'une manière très précise, puis des agents IA, associés aux outils JetBrains, génèrent le code de toutes ces plateformes », a expliqué le responsable. Le langage est en cours d'élaboration, mais JetBrains n'a pas encore révélé de date pour sa disponibilité générale.

Brèves

Microsoft lance le mode Copilot dans Edge

Pour pousser un peu plus l'IA dans la façon de naviguer sur le web, la firme de Redmond propose de manière facultatif d'actionner le mode Copilot dans son navigateur Edge. Il va bien évidemment ouvrir un onglet pour avoir une discussion avec le chatbot, mais celui-ci va aussi analyser l'ensemble des onglets pour comparer et résumer certains sujets d'intérêt. Le fournisseur ne précise pas de limite, ni le nombre de fenêtres auxquelles elle s'appliquera. L'éditeur n'a également rien dit concernant l'exclusion des onglets ouverts en navigation privé. Suivant la tendance des agents IA, le mode Copilot devrait à terme être capable d'effectuer des tâches pour l'utilisateur comme réserver une activité en fonction de la météo, etc.

Anthropic limite l'utilisation de Claude Code

Le fournisseur a annoncé la mise en place de limites hebdomadaires pour son outil de codage IA pour les abonnés qui l'utilisent « en continu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ». Il précise que ces limites visent également à empêcher une poignée d'utilisateurs de violer la politique d'utilisation de Claude en partageant leurs comptes et en revendant l'accès à Claude Code. Les restrictions entreront en vigueur le 28 août pour les abonnés au forfait Pro à 20\$ HT par mois, ainsi qu'aux forfaits Max (100 à 200 \$ HT par mois). Concrètement, Anthropic a précisé ces limites à Techcrunch. La plupart des utilisateurs Pro peuvent s'attendre à bénéficier de 40 à 80 heures de Sonnet 4 via Claude Code dans le cadre de leurs limites tarifaires hebdomadaires. Les abonnés au forfait Max d'Anthropic, à

100 dollars par mois, bénéficieront de 140 à 280 heures de Sonnet 4 et de 15 à 35 heures d'Opus 4. Et les abonnés au forfait Max à 200 dollars par mois, pourront consommer de 240 à 480 heures de Sonnet 4 et 24 à 40 heures d'Opus 4.

Le kernel Linux 1.16 publié

Linus Torvalds a publié ce week-end la version 1.16 du noyau Linux. Celle-ci est relativement modeste et ne comprend aucune dernière fonctionnalité révolutionnaire. Par contre, il contient un grand nombre de correction de bugs et de code. Le site Phoronix estime que le noyau compte 38,4 millions de lignes de code réparties dans plus de 78 000 fichiers. Le noyau 6.16 supporte les extensions de performances avancées 2023 d'Intel, ce qui signifie des instructions vectorielles améliorées et un doublement du nombre de registres à usage général disponibles.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DE SON HISTOIRE

Cupra dépasse sa maison-mère et cela ne doit rien au hasard

Pour la première fois, Cupra surpasse Seat en volumes au premier semestre 2025, confirmant la montée en puissance de sa gamme électrique face à un marché européen sous tension. Les ventes des modèles Born et Tavascan explosent, mais le contexte reste difficile entre transformation industrielle, guerre des prix et chute de la rentabilité.



Au premier semestre 2025, la filiale espagnole du groupe Volkswagen a connu un basculement inédit : Cupra, marque encore confidentielle il y a cinq ans, livre désormais plus de voitures que sa maison-mère Seat. Ce dépassement n'a rien d'anodin. Avec 167 600 unités écoulées en six mois (+33,4 %), Cupra supplante nettement les 135 000 exemplaires de SEAT (-21,4 %) et devient l'étendard d'une dynamique portée par l'ascension de ses modèles électriques. Le total des livraisons du groupe Seat S.A. (qui regroupe donc les deux marques) progresse timidement à 302 600 unités (+1,7 %), preuve d'un contexte tendu en dépit du

nouveau leadership de sa filiale "sportive".

Cupra devant Seat, une stratégie bien menée

La réussite de Cupra tient à un enchaînement de décisions stratégiques et à un timing habile : le lancement du SUV familial Terramar et du Tavascan, deuxième modèle 100 % électrique après la compacte Born, vient compléter la gamme existante et renforcer son attrait sur un marché européen en pleine transformation. Les ventes d'électriques "purs" (Born et Tavascan) explosent même de 105,3 % sur un an. L'électrifi-

cation porte aussi les hybrides : sur l'ensemble du portefeuille, les versions PHEV et électriques progressent de 76,1 %. En interne, c'est le Cupra Formentor qui demeure le best-seller de la ligne avec 54 700 unités.

Succès fragiles

Les causes de ce renversement de prise de pouvoir vont au-delà des seuls succès produits. La production Seat à Martorell a temporairement chuté (244 700 véhicules contre 291 600 un an avant), conséquence directe des vastes travaux d'adaptation du site pour préparer l'arrivée de la future famille de citadines élec-

triques Volkswagen ID.2 et Cupra Raval attendue pour 2026. Cette mutation industrielle, bien que pénalisante sur le semestre, doit remettre l'usine et la marque sur de nouveaux rails, avec la promesse d'un rebond de la cadence d'ici fin 2025.

Côté financier, la traversée se fait sur une mer agitée. Si le chiffre d'affaires est resté solide à 7,6 milliards d'euros (-2 %), le groupe Seat S.A. voit son bénéfice chuter à 38 millions d'euros (-90,6 %) et sa rentabilité fondre à 0,5 % contre 5,2 % l'an dernier. Arrière-plan inévitable : la guerre des prix, la flambée des coûts de production, la surenchère de la concurrence et surtout les nouveaux droits de douane européens sur le Tavascan (fabriqué en Chine) qui écorchent la marge. Seat S.A. annonce rester néanmoins confiant, invoquant un rebond du bénéfice d'exploitation de 5 à 38 millions d'euros au 2^e trimestre, et la promesse d'une production annuelle rétablie au niveau de 2024 dès la seconde moitié de l'année. La direction affiche aussi son volontarisme sur l'électrique : outre la montée en puissance des Born et Tavascan, Seat S.A. coordonne pour le groupe Volkswagen le développement de l'ensemble de la future gamme de citadines électriques, avec la Cupra Raval en tête d'affiche pour faire basculer la mobilité zéro émission dans le grand public. Cupra, désormais internationale avec plus de 900 000 voitures vendues depuis 2018 choisit cependant de repousser sa conquête du marché américain à 2030, préférant miser sur la consolidation européenne et sur ses marchés clés.

Cette Honda N One e sera-t-elle meilleure que la future Renault Twingo ?

Honda lève le voile sur sa micro-citadine, une version japonaise proche de celle qui viendra poser ses roues en Europe. Avec son format de poche, elle compte bien devenir la meilleure dans nos rues encombrées. Les Volkswagen ID.1 et Renault Twingo sont prévenues. Lors du dernier Festival de Goodwood qui se tenait mi-juillet, Honda s'est déplacé avec le Prelude, un coupé que nous avons pu essayer, mais aussi avec une version camouflée de sa micro-citadine. Désormais, la marque nipponne dévoile la version définitive de celle qui sera vendue au Japon dans un premier temps. En effet, l'Europe est également dans sa ligne de mire. On reconnaît sans difficulté l'aspect et les formes cubiques de cette Honda, malgré l'absence des passages de roue élargis. Un équipement qui a des chances d'être conservé pour la version européenne. On est loin de la bonne bouille de la Honda e, mais



l'ensemble n'est pas désagréable à l'œil. L'objectif est surtout de proposer un maximum d'espace à bord avec un minimum d'encombrement. Un intérieur qui se veut simpliste puisqu'aucun écran n'est visible. Comme pour la Citroën C3 de base, une station d'accueil pour smartphone permettrait d'ac-

céder à diverses fonctions comme la musique ou la navigation.

En Europe dès 2026 ?

Il n'y a pas si longtemps, Luca de Meo évoquait la possibilité d'introduire les Kei-cars en Europe. Honda pourrait bien être le pre-



mier à revenir sur ce terrain abandonné depuis plusieurs années déjà. Cette Honda N One e mesure 3,40 m de long seulement et serait capable de parcourir jusqu'à 270 km. Elle pourrait être motorisée par un électromoteur de 65 ch environ alimenté par une batterie d'une petite trentaine de

kWh. Si cette Honda est commercialisée au Japon dès la rentrée, il va certainement falloir attendre l'année prochaine pour que nous en profitons. Elle pourrait bien venir semer la zizanie et perturber les prochaines Renault Twingo et Volkswagen ID.1, surtout si son prix reste inférieur à 20 000 €.

Mots fléchés

Divinations par les cartes		Chagriner		Ceinture jaune		Mets bas		Situés au milieu		Surgie		Tâches données aux journalistes	
Sacoche				Os de poisson		Ecoulement lacrymal						Jeune cerf	
								Stupéfait					
Rideau		Épreuve de moto						Déchet		Désert			
										Bien-être			
					Réparé								
Oubliée		De même					Lieux de vente						
					Groupes d'abeilles		Groupe terroriste				Tas de feuilles	Demeurés	Père d'Ascagne
						Calcium							
Conducteurs de solipèdes		Victoire impériale		Morceau de choix		Féroce							
						Île française				Atome			
						Fromage hollandais				Île française			
Petit fruit									Maladie infectieuse				
Arbre							Remarquable		Epouse de Jacob				
			Écrivain français (marquis de)					Causée un préjudice					
			Union de cyclistes					Courageux					
Boisson				Pied de deux syllabes						Nazi			Résidu de mouture des grains de céréales
Pour un oubli				Arbres						Chenapans			
		Cancan										Chanoine inventeur d'un cocktail	
		Riche maison											
Petite pomme	Abjects					Coups de baguettes sur un tambour			Anneau de cordage		Knockout		
	Voisin de la salière										Grand-père		
			Ville roumaine		Voisin d'un cours d'eau								
Petit fruit													
Ecrasai en poudre						Flétrir							Chagrinez
					Défaite humiliante								
					Ville de Vénétie							Exaltée	
Limons													
Premier continent connu						Période noire	Marcherai	Rival					
								Un allemand					
		Raillerie							Évêque de Noyon				
		Auteur de rumeurs											
Fût changée en génisse			Reptile								Chiffre		
			Fleuve côtier								Habitudes		
Grande école					Parolier français (Boris)				Assassinée				
Erbium													
		Abruti						Ça suffit !					

TIZI-OUZOU

Installation du nouveau Procureur général

M. Sofiane Souir a été installé hier mercredi en tant que nouveau Procureur général près la Cour de Tizi-Ouzou, succédant à M. Abdelkader Amrouche, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au siège de la Cour de justice, en présence du Secrétaire général du ministère de la Justice, M. Mohamed Regaz. M. Regaz a rappelé que l'installation du nouveau Procureur général fait suite au mouvement partiel opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des magistrats, en date du 27 juillet 2025.

PÉTROLE

Les prix sont restés stables

Les cours du pétrole se stabilisent mercredi, conservant en grande partie la hausse du début de semaine déclenchée par les menaces de sanctions répétées de Donald Trump contre Moscou qui font craindre une réduction des exportations russes d'or noir. De retour d'Ecosse mardi, le président américain a précisé à des journalistes, à bord de son avion présidentiel Air Force One, que le délai accordé lundi à Moscou pour mettre un terme au conflit en Ukraine était de "dix jours", sans quoi les États-Unis prendront des sanctions contre la Russie. "Nous allons imposer des droits de douane et d'autres choses", a affirmé Donald Trump qui avait précédemment évoqué une surtaxe indirecte de 100% sur les pays qui achètent des produits russes, notamment des hydrocarbures, afin d'assécher les revenus de Moscou.

MÉDÉA

Lancement d'un programme de réalisation et de gestion moderne de l'éclairage public

Un programme de réalisation et de gestion moderne de l'éclairage public a été lancé à travers les communes de la wilaya de Médéa dans le but d'arriver à une consommation énergétique "rationnelle et efficace", a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la wilaya. La mise en œuvre de ce programme permettra de passer à un système "économique, intelligent et durable" en mesure de contribuer à préserver l'environnement et réduire le coût de la gestion de l'éclairage public, a-t-on fait savoir. Pour limiter l'impact écologique du système d'éclairage installé au niveau des grands centres urbains et des cités, une vaste opération de remplacement des lampes ordinaires par des lampes économiques, à l'instar des lampes au sodium et LED, a été entamée mercredi dans plusieurs agglomérations urbaines, à l'instar de Berrouaghia, Ouzera, Ouled-Brahim, Ouled-Antar et Ain-Boucif, et touchera dans les prochains jours d'autres agglomérations, a-t-on ajouté. En plus de la modernisation du système d'éclairage public, le programme mis en œuvre prévoit l'installation progressive de l'éclairage public solaire au sein des nouvelles cités immobilières et les zones suburbaines, a-t-on précisé.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Dans la tradition des économistes orthodoxes, la démographie ou de manière générale les études sur la population sont souvent reléguées au second rang des variables à intégrer dans leurs modèles. La démographie est implicite, pourtant les modèles de marché s'appuient sur l'évolution de la consommation, ce qu'on appelle la demande. Les démographes eux-mêmes ne sont pas très représentatifs dans les débats sur ces questions. Pourtant les questions démographiques sont au centre des politiques publiques aussi bien du point de vue de la satisfaction des besoins d'une population que du point de vue du traitement des autres phénomènes socioéconomiques comme l'emploi, le chômage, l'immigration/émigration, ou encore des phénomènes comme la violence, l'échec scolaire, la famille... Connaître le nombre, la composition par âge ou la répartition géographique des habitants d'un pays n'est pas une fin en soi, mais a un objectif principal : éclairer les acteurs politiques et économiques sur les décisions à prendre pour satisfaire les besoins des populations ou sur les mesures souhaitables pour l'objectif premier de tout gouvernement : assurer la concorde et la cohésion entre les habitants de son pays. La deuxième dimension de la démographie est de nature géopolitique. Depuis la deuxième guerre mondiale, la puissance des États est souvent corrélée avec la taille de la population. La guerre froide entre l'URSS et l'Occident (principalement les USA) a été fortement influencée par le rapport de force démographique. La stratégie américaine a consisté surtout à contenir l'élargissement de l'espace d'influence de l'URSS. « D'où la stratégie du containment mise en œuvre par les États-Unis à compter de 1947, qui vise à empêcher l'extension de la zone d'influence soviétique au-delà de ses limites atteintes en mars 1947 et à contrer, sur tous les continents, les États susceptibles d'adop-

ter le communisme. » (Gérard-François DUMONT :« Géopolitique des populations : lignes de fractures. Déplacer, protéger, contrôler. » Revue diplomatique - Hors-série n°1, 2025). Aujourd'hui encore, la guerre en Ukraine obéit à cette logique de domination : la Russie sans l'Ukraine est fortement diminuée sur le plan géostratégique : plus de 50 millions d'habitants (un peu moins de 50% de la population russe) et un accès sur la Mer Noire, seule ouverture pour la Russie sur les Eaux chaudes.D'ailleurs, depuis la fin de l'URSS, Moscou affirme publiquement l'importance de la variable démographique comme ressort géopolitique. En effet, les pouvoirs russes ont périodiquement exposé leur préoccupation face à leur « hiver démographique », c'est-à-dire une fécondité abaissée. Souvent on met en rapport l'étendue d'un territoire et sa population et sur cette question la Russie, dépouillée de ses satellites de l'ex. URSS, devient très vulnérable : Que représentent 130.Millions d'habitants sur un territoire de plus de 17 Millions de Km2. A contrario, la Chine a un meilleur rapport Espace/Population. Mobiliser des hommes à la fois pour les activités économiques et pour la défense du territoire a été une exigence pour la Chine. Nous savons, aujourd'hui, que la population chinoise connaît un repli (décroissance qui va conduire à une baisse de la population de 10% à l'horizon 2100). Les Chinois cherchent déjà à trouver les moyens pour y faire face. L'autre exemple souvent cité pour illustrer l'importance de la profondeur territoriale et surtout l'ajout démographique : c'est le cas d'Israël, qui depuis 1948, et même avant, a maintenu jusqu'à maintenant sa politique d'étendre son territoire par la colonisation et surtout d'attirer de nouveaux arrivants juifs d'Europe, d'Amérique et même d'Afrique (l'Alyah). On voit bien qu'un territoire vaste est un atout au plan géopolitique ; mais s'il est sous peuplé, ration population par Km2,

(Russie, Canada...) ou dont la population est mal répartie sur l'espace géographique (Russie, Argentine, Canada, Algérie...), il présente des vulnérabilités, du point de vue géostratégique et même économique (infrastructures de transports, réseaux d'énergie, etc...). Des pays développés comme le Japon, l'Italie, La Russie, ... font face à un vieillissement et à une faible fécondité qui ne permet pas le renouvellement de la population. La Chine tire sa puissance plus du facteur démographique que de sa superficie, pourtant 4ème dans le monde, avec 9.5 millions d'habitants. Elle a su mobiliser les effectifs nécessaires pour soutenir le plan d'industrialisation massive (depuis les années 80) et pour protéger ses frontières. La Chine a bien réussi sa transition démographique et à même bénéficier du bonus démographique (nombre des actifs sur la population totale). On ne peut ignorer le cas de la démographie de la Russie dans l'échiquier géopolitique actuel : «Depuis la fin de l'URSS, Moscou affirme publiquement l'importance de la variable démographique comme ressort géopolitique. En effet, les pouvoirs russes ont périodiquement exposé leur préoccupation face à leur « hiver démographique », c'est-à-dire une fécondité abaissée. Ainsi, dans une Russie dont le peuplement peut être qualifié de parcimonieux, le président Vladimir Poutine, dans son discours du 8 juillet 2000 sur l'état de la nation, a présenté la dépopulation comme la principale menace pesant sur l'avenir et la sécurité du territoire de la Russie, considérant qu'un pays aussi vaste « devrait avoir 500 millions d'habitants ». Autre déclaration, en mai 2006, Vladimir Poutine a estimé, lors d'une adresse à la nation, que la question de la démographie russe était « la plus grave du pays ». Cette annonce de mai 2006 s'est située dans le cadre de rapports du gouvernement russe sur la « Concep-

tion de la politique démographique de la Fédération de Russie.» (Gérard-François DUMONT op cité p. 8.). À la lumière des exemples ci-dessus qui pourraient être multipliés, il est incontestable que la variable démographique est un paramètre incontournable qui doit être pleinement intégré à toute analyse géopolitique. En Algérie, nous sommes dans une situation assez complexe caractérisée par deux facteurs : la population est concentrée sur la bande littorale (plus de 78% de la population), un peu sur les hauts plateaux (autour de 18%) et le reste dans le grand Sud. Alors que les superficies de ces trois espaces sont presque l'inverse en part du territoire des proportions de la population. On ne peut laisser perdurer cette situation de déséquilibre démographique de cette grandeur sur notre territoire. Un politique volontariste « musclée » d'aménagement du territoire doit être menée sans délais. Pourquoi ne pas revenir à « un ministère de plein exercice chargé de l'Aménagement du territoire et de la population. » qui sera doté de surcroit de larges prérogatives et de moyens conséquents ainsi que d'instituts d'études et de perspectives territoriales et démographiques. Enfin, il n'est pas sans intérêt de nous intéresser à la démographie de nos voisins du Sud, le Niger et le Mali en particulier et tout le Sahel en général.Le Niger a aujourd'hui le plus fort taux de fécondité dans le monde, soit 7 enfants par femme, le Mali n'est pas très loin avec 5 enfants, alors que l'Algérie arrive à peine à dépasser le taux de renouvellement démographique (2.1 enfant par femme), soit 2.3. Cette donnée à nos frontières doit avoir une importance capitale dans nos relations avec ces pays, dans notre politique d'immigration et d'émigration, et surtout dans notre vision de la sécurité de nos frontières.